



Lettre 43 – Octobre 2022

Le cercle mensuel de Paris-Conseil d'état a envoyé l'actualité de sa récente tenue. Souhaitons que cela encouragera les autres cercles à donner des nouvelles. Il a été agréablement surpris par l'intérêt suscité par notre mouvement au vu du temps passé à lire nos pancartes et à discuter avec certains. Reprenons espoir n'est-ce pas ?

Nous aurons bien besoin de maintenir notre présence au milieu d'une population peu encline à considérer les migrants comme des humains à part entière, surtout après la loi qui s'annonce, concernant l'asile et l'immigrations.

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE	3
Le Havre.....	3
Paris.....	3
CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
bordeaux.....	3
Cornebarrieu.....	4
Nimes	4
Oissel.....	4
France.....	4
Lettre ouverte aux parlementaires : fermer les zones d'attente.....	4
Une plateforme pour les femmes étrangères victimes de violences conjugales	5
Projet de loi relatif à l'asile et à l'immigration	5
Pyramide du Louvre.....	6
18 décembre 2022 : Journée internationale des migrant·e·s Solidarité, Liberté, Égalité, Papiers ! Appel à mobilisation contre Darmanin et son monde.....	6
Argenton.....	7
BRiancon.....	8
Calais.....	8
Douai.....	9
Ille-et-Vilaine	9
Forbach.....	9
Fougère.....	10
Grenoble.....	10
Ivry-sur-Seine.....	11
Laxou	11
Limoges.....	12

Lyon	12
Marseille	12
Melun	13
Mordelles (Ille-et-Vilaine)	14
mulhouse	14
Occitanie	15
Paris.....	15
Rennes	15
Saint-Etienne	17
Saint-Vallier-de-Thiey.....	17
Tours.....	17
Vire.....	18
MANCHE	18
MÉDITERRANÉE.....	18
Aïta Mari	18
Geo Barents	18
Le Humanity 1 (ancien Sea Watch 4).....	18
Louise-Michel	19
Ocean Viking	19
Open Arms	19
Sea-Eye 4	19
UNION EUROPÉENNE.....	19
Frontex	19
Autriche.....	20
Croatie.....	20
Espagne	20
Grèce	21
Italie - Palerme	22
Italie - Lampedusa.....	23
Italie	24
Malte	24
EUROPE	25
Royaume-Uni.....	25
Serbie	26
Suisse	27
Ukraine.....	28
Asie	28
Turquie.....	28

AFRIQUE	29
Tunisie.....	29
Amérique.....	30
Mexique	30
A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i>	31
Les papiers, le combat de la dignité.....	31
Prière pour les temps présentes.....	32
Tori et lokita.....	32
La machine à coudre	33
Atlas des migrations dans le monde : liberté des circulations, frontières, inégalités.....	33

CERCLES DE SILENCE

LE HAVRE

Le cercle annonce une 21^{ème} cérémonie de parrainage républicain à la mairie de Harfleur, le mardi 8 novembre 2022, à 17h30.

PARIS

En hommage à Marie-Odile Mougin, décédée le 11 décembre 2021, un Cercle de Silence Exceptionnel s'est tenu à Paris 18^e le 7 Octobre 2022 devant la symbolique Église Saint Bernard. Elle a été une des fondatrices du Cercle de Silence de Paris-Palais Royal, ainsi que l'instigatrice et le pilier de ce cercle, qu'elle a porté jusqu'à sa mort. Ce Cercle de Silence a rassemblé 35 personnes. Un photographe était sur place (voir sur le site <http://www.cercladesilence-paris.org/> et sur <https://fr-fr.facebook.com/cercladesilence/Facebook>). La presse qui avait été contactée (La Croix, Témoignage Chrétien, le 18^e du mois entre autres) était peut-être présente, mais ne s'est pas manifestée. Certes, il y avait moins de passage qu'au Palais Royal car l'emplacement n'était pas proche d'une sortie de métro mais les gens qui s'arrêtaient étaient intéressés et moins pressés. Le cercle s'est terminé par un pot permettant des échanges, et des chants que Marie Odile Mougin aimait bien. Pour ceux qui le voulaient, cela s'est prolongé dans un petit restaurant proche que Marie Odile appréciait particulièrement.

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

BORDEAUX

A bordeaux, les personnes sont enfermées dans le sous-sol de l'hôtel de police, très exigü, avec une promiscuité fort, sans lumière naturelle... 431 personnes ont été enfermées au centre de rétention en 2021, plus du double depuis 10 ans. On est revenu à un taux d'enfermement d'avant-covid alors même que les frontières de certains pays sont restées fermées une bonne partie de l'année 2021. C'était notamment le cas de l'Algérie. Malgré cela, de nombreux algériens ont été à être enfermés de manière illégale puisqu'il n'y avait pas de possibilité d'expulsion. La durée moyenne de rétention s'est aussi allongée à Bordeaux : de 9 jours en 2020 elle est passée à 12 jours en 2021. D'ailleurs à Bordeaux, jusqu'en 2021, personne n'était resté 3 mois enfermé. **Un nouveau centre de rétention** pouvant accueillir 140 personnes est prévu à Bordeaux. Il pourra enfermer des familles et donc des enfants.

Le local de rétention administrative de Cenon - dans l'enceinte de la direction zonale des CRS du Sud-Ouest - qui a ouvert en septembre 2021, peut enfermer jusqu'à 12 personnes y compris des familles.

CORNEBARRIEU

Plusieurs personnes ont attrapé le Covid au sein du Centre de rétention. Elles ont été isolées au service médical. Quand il y a eu trop de cas positifs, ils ont été rassemblés dans un secteur mais certaines personnes positives ont même été laissées dans le même secteur que des personnes qui n'avaient pas le Covid.... Plusieurs secteurs ont ainsi été privés de visite et ont eu les audiences judiciaires en visio-conférence. Il y a aujourd'hui 65 personnes au CRA et depuis le 1er janvier, il y a eu 902 personnes enfermées au CRA, dont 3 enfants. 40% des personnes enfermées au CRA depuis le début de l'année sont des Algériens. 47% des personnes ont été libérées par un juge et 21.5% des personnes ont été expulsées vers leur pays d'origine. Il y a toujours plusieurs personnes qui demandent l'asile et qui sont placées en procédure Dublin pour être renvoyées en Espagne, en Italie ou en Allemagne. Ces personnes ont été interpellées à la préfecture ou lors de leur pointage au commissariat dans le cadre de leur assignation à résidence. Elles sont renvoyées dans le pays concerné avant même de pouvoir voir un juge.

NIMES

Peu après trois heures, dans la nuit de samedi 15 à dimanche 16 octobre 2022, **quatre personnes tentaient de s'échapper** par la fenêtre d'une chambre du bâtiment. Les quatre "retenus" se sont retrouvés dans la cour, sécurisée, où ont lieu les activités sportives. Pour se protéger des barbelés, ils avaient pris des couvertures. Les policiers ont interpellé deux des quatre hommes. Les deux autres ayant préféré réintégrer leur chambre.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/quatre-personnes-tentent-de-s-evader-du-centre-de-retention-administrative-de-nimes-1665904833>

OISSEL

Vendredi 14 octobre 2022, **neuf hommes en situation irrégulière** se sont évadés, ce vendredi soir du Centre de Rétention Administratif de Oissel (CRA), près de Rouen, où ils étaient retenus dans l'attente de leur expulsion. Pour sortir, ces neuf hommes ont réussi, aux alentours de 22h, à casser un mur situé près de l'encadrement d'une fenêtre. Ils se seraient ensuite faufiletés par un petit compartiment, accueillant normalement un volet roulant. Ce site est considéré comme vétuste selon un rapport de la Cimade publié en 2018. le préfet de région et la directrice zonale de la police aux frontières se sont rendus sur place et plusieurs mesures ont été prises. Les patrouilles ont été renforcées au sein du centre et autour de l'école de police située juste à côté. Ils n'ont toujours pas été retrouvés.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/neuf-hommes-recherches-apres-leur-evasion-du-centre-de-retention-administrative-de-oissel-pres-de-1665852056>

FRANCE

LETTRE OUVERTE AUX PARLEMENTAIRES : FERMER LES ZONES D'ATTENTE

Dans une lettre ouverte adressée à la Première Ministre, au ministre de l'intérieur et aux parlementaires français le 25 octobre 2022, l'Anafé appelle à mettre fin à l'enfermement des personnes étrangères aux frontières et invite les parlementaires à se rendre en zone d'attente pour exercer leur droit de regard.

Les zones d'attente sont des lieux d'enfermement aux frontières françaises, cachées dans les aéroports, les ports et les gares desservant des destinations internationales. Y sont privées de

liberté des demandeurs d'asile et des personnes étrangères à qui la police aux frontières refuse l'entrée sur le territoire. Zones aux conditions d'enfermement indignes, le ministère de l'intérieur en recensait pourtant **98 en novembre 2021**. Chaque année, des milliers de personnes étrangères sont enfermées en zone d'attente puis refohlées vers leur pays de provenance.

Depuis la création des zones d'attente en 1992, l'Anafé constate que l'enfermement est générateur de souffrance et de violences. Les violations des droits en zone d'attente sont nombreuses et graves : violations du droit d'asile, difficulté ou absence d'accès aux soins, non prise en compte de la vulnérabilité, enfermement de mineurs isolés ou accompagnés, absence d'accès à un interprète, à un avocat, au juge... Les zones d'attente sont révélatrices du caractère aléatoire et arbitraire des politiques migratoires.

« Député.es et sénateur.rices vont être amené.es à débattre puis à voter dans les prochains mois un texte concernant les personnes étrangères et le traitement qui leur sera réservé dans les prochaines années. L'Anafé tient à partager avec les parlementaires ses 30 ans de constats et d'expertise et à les inviter à visiter les zones d'attente afin que **les violences quotidiennes** subies pas les personnes enfermées aux frontières françaises ne soient plus ignorées et qu'un débat parlementaire permette d'y mettre fin », déclare le président de l'Anafé.

À rebours des projets en discussion au niveau européen et au niveau national, l'Anafé **appelle le législateur à mettre fin à l'enfermement aux frontières des personnes étrangères** et exercer son droit de visite dans les zones d'attente pour constater lui-même les conditions d'enfermement indignes et les violations des droits qui y ont cours.

<http://www.anafe.org/spip.php?article654>

UNE PLATEFORME POUR LES FEMMES ETRANGERES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Lancée au début de l'été 2022, la plateforme de l'association Women for women France se pose en référence de l'accompagnement des femmes étrangères victimes de violences conjugales, notamment grâce à ses déclinaisons en 16 langues. Les femmes peuvent y trouver des informations sur les moyens d'obtenir une aide matérielle mais aussi sur les démarches judiciaires qu'elles peuvent engager contre leurs conjoints violents. Les femmes étrangères dans ces situations sont confrontées à la peur d'être expulsées si elles se trouvent en situation irrégulière. Pourtant, depuis 2016, **une femme sans-papiers victime de violences conjugales peut bénéficier de plein droit d'un titre de séjour ou de son renouvellement**. En 2021, le ministre de l'Intérieur avait également demandé aux préfets de régulariser les femmes sans-papiers victimes de tels abus. "*Certaines femmes viennent de pays où le droit est très différent du droit français, comme les femmes japonaises ou bien celles originaires de pays anglo-saxons, donc il faut bien leur expliquer les procédures*". La présidente de l'association Home, qui héberge et accompagne des femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales dans le Val-de-Marne : "*Les femmes viennent nous voir en premier lieu pour ces questions pratiques*" "*Certaines femmes viennent de pays où le droit est très différent du droit français, comme les femmes japonaises ou bien celles originaires de pays anglo-saxons, donc il faut bien leur expliquer les procédures. Nous rencontrons aussi beaucoup de Maghrébines et d'Africaines qui pensent qu'elles n'ont aucun droit et qui se basent sur la loi en vigueur dans leur pays d'origine*". "*Les femmes connaissent mal leurs droits*." "*Beaucoup de Maghrébines et d'Africaines qui pensent qu'elles n'ont aucun droit et qui se basent sur la loi en vigueur dans leur pays d'origine*". "*Les femmes connaissent mal leurs droits*."

<https://www.womenforwomenfrance.org>

PROJET DE LOI RELATIF A L'ASILE ET A L'IMMIGRATION

Le projet de budget présenté par le Gouvernement prévoit de diminuer de 7.000, le

nombre de places d'hébergement d'urgence en 2023, alors que 7.000 ont déjà été supprimées en 2022, et que le nombre de personnes à la rue repart à la hausse. Un amendement sera présenté pour corriger cette mesure, lors du débat au Parlement. Pour notre cohésion sociale et pour la dignité de chacun, il est nécessaire que les professionnels et les bénévoles disposent des moyens nécessaires à leurs missions.

PYRAMIDE DU LOUVRE

Sous le belvédère de la Pyramide du Louvre à Paris, l'artiste camerounais de renommée internationale y élève, du 12 octobre 2022 au 23 janvier 2023, le **Pilier des Migrants**



disparus, dans le cadre de l'exposition « *Les choses une histoire de nature morte* ». Une œuvre monumentale et engagée d'autant plus frappante qu'elle soulève la question de l'exil au cœur du plus célèbre musée du monde. « *Barthélémy Togo est un artiste contemporain, engagé, politiquement, socialement et humainement, tout à fait pur et dur, qui voulait montrer que la liberté est un droit inaliénable. Il défend l'émigration. Il est Africain et il voit bien ce que vivent ses frères sur le continent où il est difficile à s'exprimer, à trouver sa place, donc ils veulent aller voir ailleurs si le ciel est plus bleu, ce qui n'est pas toujours le cas. D'autre part, il a créé dans son village de Bandjoun, au Cameroun, sa propre fondation, Bandjoun Station. Cette fondation invite des artistes en résidence, elle a une collection d'art pour montrer dans son village ce que l'art peut représenter, et en même temps, elle est aussi un lieu d'agriculture qui produit du café. Aujourd'hui, Barthélémy Togo est un artiste mondial et l'un des grands artistes venus d'Afrique.* »

La pyramide rappelle la mer, et le pilier un mat qui flotte après un naufrage auquel sont accrochés les ballots colorés, en tissus africains. Ceux-ci sont l'image de ce que les migrants ont pu emporter, ce sont aussi tous leurs espoirs de vivre dans un monde où ils ne seront pas repoussés, où ils ne seront pas soumis à la torture, à la faim, à la déchéance. Sculpture souple, en équilibre, ces ballots rappellent la fragilité de nos sociétés, constituées pour la plupart de multiples migrants qui, tout au long de l'histoire se sont intégrés, après plusieurs générations. Les couleurs font penser au melting-pot des cultures qui se sont harmonisées en vivant ensemble.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/rendez-vous-culture/20221006-l-artiste-camerounais-barthelemy-tuogo-rend-hommage-aux-migrants>

**18 DECEMBRE 2022 : JOURNEE INTERNATIONALE DES
MIGRANT·E·S SOLIDARITE, LIBERTE, ÉGALITE, PAPIERS !**

APPEL A MOBILISATION CONTRE DARMANIN ET SON MONDE

Le monde aujourd'hui incarné par Darmanin chasse, agresse, tue, expulse, discrimine, surexploite et divise sur la base de l'origine, la couleur de peau, la nationalité, la religion. Ce monde qui brise les solidarités détruit aussi la planète, développe toutes les inégalités et s'attaque à tous nos droits. Ce monde porte la guerre et le fascisme.

Ensemble Sans-Papier, migrante, migrant, étranger, étrangère, racisé·e, musulmane, musulman, syndicaliste, féministe, écologiste, habitant·e des quartiers, organisons-nous, mobilisons-nous. Nous disons que si nous ne ripostons pas quand l'un·e d'entre nous est discriminé·e, humilié, réprimé, exploité ce sont toutes nos luttes qui sont affaiblies.

Des centaines de milliers de Sans-Papiers vivent et travaillent aujourd'hui en France, cotisent, déclarent et paient des impôts sans aucun droit. Au moment où même certains patrons demandent des régularisations l'unité est plus que jamais cruciale pour gagner la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, l'égalité des droits et des revenus et des conditions de travail décentes pour toutes et tous, français·e·s comme étranger·ère·s.

Si elle est brisée en un de ses points la solidarité ne peut tenir. Acceptée pour les Sans-papiers, l'inégalité sera plus difficile à combattre sur d'autres questions. Entre unité ou racisme, entre solidarité ou nationalisme, il faut choisir. Il en va de notre avenir à tou·te·s.

Dans le monde incarné par Darmanin, l'étranger, l'étrangère, est le problème, l'ennemi. Mais nous sommes des millions d'étrangers, d'étrangères à son monde. Ensemble devenons le problème de Darmanin. Notre monde s'appelle Solidarité.

Nous appelons à nous mobiliser partout ensemble et à inscrire nos revendications dans toutes les luttes.

Nous appelons à une journée nationale de manifestations sur tout le territoire à l'occasion de la Journée Internationale des Migrant·e·s le **dimanche 18 décembre**.

**Contre la loi immigration de Darmanin
Contre la double peine et les centres de rétention
Contre la criminalisation de la solidarité**

**Pour la régularisation des Sans-Papiers
Pour la liberté de circulation
Pour l'égalité des droits**

<https://www.gisti.org/spip.php?article6906>

Déclaration signée par plus de 150 ONG, dont au moins une trentaine concernant directement les migrants.

ARGENTON

La communauté afghane d'Argenton-sur-Creuse fréquentant l'Hébergement d'urgence pour demandeur d'asile a eu l'idée de faire découvrir le cricket. Dans le cadre de **la semaine nationale de l'intégration**, plusieurs associations indiennes ont participé à un **match de cricket** avec des réfugiés ou demandeurs d'asiles. Il a eu lieu le 17 octobre 2022, à Belle Isle à Châteauroux. *"L'objectif, c'est à la fois de leur permettre de se rencontrer, avec d'autres migrants, de tisser du lien à travers le*

sport. C'est aussi de leur laisser nous apprendre, nous voir sous un autre jour. C'est valorisant ! Et puis c'est aussi une occasion de pratiquer le français". Le cinéma d'Argenton sur Creuse proposera le 19 octobre 2022, la projection du film Flee suivi d'un échange avec l'HUDA. Et jeudi 20, une réfugiée tibétaine viendra raconter son histoire et échanger avec le public à Argenton.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/chateauroux-une-partie-de-cricket-pour-creer-du-lien-entre-refugies-1666029186>

BRIANCON

L'association Tous Migrants (35 rue pasteur 05100 Briançon) a annoncé, mardi 25 octobre 2022, avoir déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme au sujet du décès en 2018, d'une jeune Nigériane, morte noyée près de Briançon, après avoir franchi la frontière franco-italienne. *"Nous refusons d'accepter qu'à la violence qui coûta la vie à Blessing Matthew s'ajoute celle de l'impunité !"*, déclare l'association. L'enquête sur les circonstances du décès, portant notamment sur un contrôle de gendarmerie à la frontière, en la présence de Blessing Matthew le 7 mai 2018, avait d'abord été classée sans suite par le parquet de Gap. La sœur de la victime, Christiana Obie Darko, avait déposé plainte avec constitution de partie civile et une information judiciaire avait été ouverte. Elle avait conclu à un non-lieu le 18 juin 2020, confirmé en appel le 9 février 2021. Le 13 juin dernier, Tous Migrants et la sœur de l'exilée avaient déposé une demande de réouverture d'information judiciaire, en invoquant le nouveau témoignage fourni par un des *"exilés pourchassés par les gendarmes"* évoquant un *"véritable guet-apens"*. Cette personne, avait fait, en mai 2018, la route depuis l'Italie avec la jeune femme. Il assure que les gendarmes les ont repérés dans le village de La Vachette et que l'un d'eux l'a poursuivie dans un jardin près de la Durance. La jeune femme serait alors tombée dans l'eau en voulant lui échapper. *"Je l'ai entendue crier : 'Help me, help me!' ['Aidez-moi, aidez-moi !] Au fur et à mesure qu'elle criait, sa voix s'éloignait... Ensuite, le gendarme est allé dire à ses collègues qu'elle était tombée dans la rivière mais qu'elle avait peut-être traversé. Ils n'ont pas appelé les secours".* Border forensics (agence mobilisant des méthodes innovantes d'analyse spatiale et visuelle pour enquêter sur les pratiques de violence aux frontières, partout où ces violences pourraient avoir lieu), qui a recueilli le témoignage du témoin. "in situ", et reconstitué la scène qui s'est déroulée dans le village de La Vachette. Une investigation qui contredit l'enquête de police judiciaire.

CALAIS

Plusieurs arrêtés pris par la préfecture du Pas-de-Calais depuis 2020 invoquant des "troubles à l'ordre public" et des "risques sanitaires" **interdisaient** aux associations non mandatées par l'État **de fournir de la nourriture et de l'eau aux migrants** dans le centre de Calais. Ils ont été **annulés** par une décision du tribunal administratif de Lille, a-t-on appris mardi 18 octobre 2022. La justice a souligné que "les distributions assurées par l'État", via une seule association mandatée, La Vie Active, "sont quantitativement insuffisantes" pour "assurer trois repas par jour à chaque personne", étant donné le nombre de migrants sur place. Dans son jugement du 12 octobre 2022, le tribunal administratif estime que les interdictions édictées par trois arrêtés préfectoraux de septembre, novembre et décembre 2020, "sont disproportionnées par rapport aux finalités poursuivies", notamment parce qu'elles affectent *"les conditions de vie de populations particulièrement vulnérables"*. *"Le juge a statué sur l'absurdité de ces arrêtés. C'est une décision en faveur de la solidarité et du principe de fraternité réaffirmé en 2018 par le Conseil constitutionnel français"*, poursuit la coordinatrice d'Utopia56, dont le collectif fait partie des associations plaignantes, aux côtés du Secours catholique, de Médecins du Monde, ou encore de l'Auberge des migrants. L'avocat des associations, a salué mardi *"une grande victoire"*, estimant que le tribunal administratif condamnait *"une pratique particulièrement attentatoire aux droits fondamentaux de ces étrangers, qui limitait leur droit à recevoir l'aide humanitaire qui leur était proposée"*. Il pense que cette affaire va faire *"jurisprudence"*. *"Si la préfecture du Pas-de-Calais prend un nouvel arrêté, on en demandera la suspension par une action en référé sur le fondement de cette décision"*. L'Auberge des migrants veut garder une position de "vigilance". "D'autres actions pourraient être menées pour entraver nos activités" a réagi le coordinateur de l'association. En effet, de nombreux problèmes restent irrésolus, tels que les aménagements urbains opérés par la mairie de Calais visant à limiter l'accès à des lieux

de distribution improvisés. "La ville est grillagée de partout. Depuis plusieurs années la mairie dispose des rochers pour nous empêcher d'y acheminer la nourriture avec nos voitures". D'après l'association calaisienne, près d'un millier de migrants dorment actuellement dans cette ville côtière du Nord de la France, avec "un turnover important" au vu des très nombreuses traversées de la Manche ces derniers jours. La plupart d'entre eux sont Soudanais, Erythréens, Afghans et Syriens.

DOUAI

Mardi 18 et jeudi 20 octobre, six membres d'un réseau irako-kurde de passeurs de migrants ont été interpellés dans le nord de la France, vendredi 20 octobre 2022. Parmi eux figurent trois Irakiens, un Soudanais, un Afghane et un Français, tous résident dans la région. Ils ont été présentés au parquet de Douai. L'enquête, ouverte fin juillet 2022, est partie d'un "renseignement britannique" *permettant d'identifier "l'acheminement de matériel nautique depuis la Turquie"* vers un lieu de stockage à Douai, a expliqué l'adjoint au chef de l'Ocriest, l'office central spécialisé dans la lutte contre l'immigration irrégulière. De longues surveillances techniques et physiques ont "mis en exergue l'existence d'une structure" proposant "des bateaux, des moteurs, des gilets de sauvetage, des pompes et des nourrices (réservoirs de carburant)" au gré des besoins des groupes criminels organisant les traversées de la Manche, le plus souvent au départ de Oye-Plage. Au total, 32 tentatives de traversées - toutes avortées grâce à l'enquête - à raison de 35 personnes par bateau et de 1 500 euros par migrant ont été recensées. Quatre bateaux, quatre moteurs, 133 gilets de sauvetage et un kit de réparation ont été saisis en perquisition.

ILLE-ET-VILAINE

L'État veut montrer ce qui va bien en matière d'accueil des réfugiés. Et face à « une pression migratoire plus forte depuis janvier », le préfet veut « renforcer l'hébergement d'urgence et raccourcir les délais d'attente au 115 ». « *Transition* » est un dispositif de soutien aux personnes réfugiées dans l'accès au logement, mais aussi l'apprentissage du français, la formation à un emploi. L'association Saint-Benoît Labre, à Rennes (Ille-et-Vilaine), a ainsi accompagné vingt-cinq personnes depuis un an. « Nous allons tripler la capacité d'accueil, pour passer à 75 places », ce qui concerne les primo-arrivantes c'est-à-dire « les étrangers en situation régulière vis-à-vis du droit au séjour et signataires d'un contrat d'intégration républicaine ». 1 111 contrats de ce type ont été signés en 2021 en Bretagne. Une Kurde Irakienne de 36 ans, fait partie de ces réfugiés qui ont été soutenus par l'association Saint-Benoît Labre. Arrivée en France en 2017, elle a vu sa demande d'asile refusée une première fois, avant d'obtenir un titre de séjour en 2021 (donc 4 ans après !), « **pour dix ans** ». Après une formation en cuisine, elle a bon espoir de décrocher bientôt un emploi. De quoi envisager plus sereinement son avenir et celui de ses trois filles. *Kodiko*, programme de tutorat entre réfugiés et salariés en entreprise ou encore l'action En route vers l'écrit, vise à faciliter l'intégration des étrangers par la préparation de l'examen du Code de la route. 4 000 personnes ont obtenu l'an dernier le statut de réfugié en Bretagne, dont 1 300 en Ille-et-Vilaine. Mais quatre demandes d'asile sur dix sont rejetées. Et l'actualité récente à Rennes a surtout montré le manque de solutions d'hébergement pour ces personnes sans papiers, en particulier des familles. La Ville de Rennes en appelle régulièrement à la responsabilité de l'État, en pointant « **les carences en matière de politique migratoire** ». « **L'État ne peut pas faire tout, tout seul**, fait valoir le préfet. Des citoyens se mobilisent, il est de notre responsabilité collective de trouver des solutions. » La pression migratoire s'est renforcée depuis janvier « Et cette pression s'exerce sur tous les pays d'Europe. » En revanche, le représentant de l'État l'admet : « **Les efforts doivent être renforcés en matière d'hébergement d'urgence et les délais d'attente au 115 doivent être raccourcis.** »

FORBACH

Après douze mois de travaux l'hôtel Ibis Budget de Forbach réouvre lundi 24 octobre 2022. Un peu plus de 2 millions d'euros ont été investis dans la rénovation du bâtiment. Il était fermé depuis un an. Il avait été réquisitionné par l'État pour y héberger des migrants entre 2017 et 2020. Entre 230 et 250 demandeurs d'asile avaient été accueillis dans le bâtiment géré par la mairie de Forbach et la Croix-Rouge, avec 78 petites chambres. Le nouvel hôtel qui emploie huit salariés.

FOUGERE

Les enseignants du collège Thérèse-Pierre dénoncent la réponse de l'Éducation nationale, qui les menace de sanctions. Lundi 17 octobre 2022, en fin de journée, ils se sont vu interdire de rester le soir dans l'établissement, où ils ont hébergé durant deux nuits deux élèves venus de Géorgie et leurs parents, sans solution de logement. Ils expliquent avoir été « surpris » lundi en fin de journée, en découvrant qu'ils ne pouvaient plus accéder à l'établissement. Depuis mercredi 12 octobre 2022, les deux enfants de 14 et 7 ans ont passé deux nuits dans une des salles de l'établissement, avec leurs parents. Chaque soir, plusieurs professeurs se relayaient pour être à leurs côtés. Durant le week-end, la famille a été hébergée chez l'un des enseignants, mais n'a donc pas pu revenir au collège lundi. « À 16 h 30, les grilles de l'établissement étaient baissées, contraignant tous les personnels à emprunter une sortie secondaire pour quitter leur lieu de travail. En effet, face à notre détermination à mettre à l'abri une famille d'exilés, y compris par l'occupation des locaux si besoin, **la seule réponse de notre administration a été de nous interdire de demeurer sur place sous peine de sanction disciplinaire**, et d'interdire l'entrée de l'établissement à toute personne, y compris aux parents d'élèves. » « Alors que les deux nuits d'occupation n'ont eu aucune conséquence sur la continuité du service public d'éducation, c'est ce soir la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale qui prend la responsabilité de fermer le collège plus tôt que d'habitude, tout en se montrant menaçante avec ses personnels ! La stupeur et la colère étaient grandes ce soir ! » La famille géorgienne, hébergée en urgence par le 115 depuis fin juillet, fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire (OQTF), décision dont elle a fait appel. Elle bénéficie pour l'instant d'une solution d'hébergement provisoire, mais les enseignants se disent prêts à poursuivre leur mouvement. « **La question de la poursuite d'une occupation reste posée, tant qu'aucune solution pérenne n'aura été trouvée** ».

GRENOBLE

Onze athlètes et leurs deux entraîneurs ukrainiens sont arrivés à Grenoble début septembre, accueillis par l'Aviron grenoblois qui a répondu à l'appel de la Fédération française d'aviron. Ils sont logés dans un centre de vacances inoccupé. *À Grenoble, nous avons une bonne équipe, nous sommes bien logés, bien nourris et les Français parlent avec nous, se réjouit Kyrylo, un jeune ukrainien de 16 ans. Maintenant on peut s'entraîner, on rame, on va à la salle tous les jours.* Ils sont passés par l'Allemagne, où ils ont remporté la médaille d'argent aux championnats d'Europe universitaire en septembre 2022. *"Ce sont des jeunes sportifs avec beaucoup de potentiel mais qui ont aussi l'intention de devoir gagner leur vie pour aider leur famille restée en Ukraine*». Avec l'Aviron grenoblois, qui avait déjà organisé des événements avec d'autres réfugiés, **ils ont pu participer à des entraînements**, avec les rameurs français et Guillaume Furlan, qui a participé aux derniers Jeux olympiques. En attendant de recevoir des cours de français, la barrière de la langue rend la discussion parfois compliquée mais **l'échange est possible et s'améliore**, assure le directeur du club : *"C'est une d'abord une autre culture et ensuite une culture sportive différente, une différente manière de gérer les entraînements. On a beaucoup à s'apporter entre coachs et entre rameurs."* Après plusieurs semaines de réflexion, il s'est lancé dans le projet, soutenu par la Mission locale, la Ville de Grenoble et l'AFPA, car d'après lui, *"on parle beaucoup des 'valeurs du sport' mais on se garde bien de les évoquer, alors que le monde sportif et l'aviron peuvent travailler à l'intégration"*. *"Si on n'est pas capable de faire ça, à quoi on sert finalement ?"*

<https://www.francebleu.fr/infos/international/de-jeunes-rameurs-ukrainiens-sont-accueillis-par-l-aviron-grenoblois-pour-ne-pas-gacher-leur-1666174265>

Mardi 25 octobre 2022 la préfecture de l'Isère a procédé à l'évacuation de 78 occupants, des adultes, mais aussi de nombreux enfants : *"Une opération indispensable"*, selon elle, *"compte tenu des conditions d'hygiène et de sécurité du site"*. Les deux cars, avec à leur bord plus de 75 personnes, sont partis en direction de Saint-Égrève (Isère). La préfecture a fait savoir que *"les*

occupants avaient été mis à l'abri au gymnase de Saint-Égrève de manière provisoire", avant de trouver une solution d'hébergement définitive pour ces personnes : "Cette orientation et l'hébergement des personnes issues de ce campement, et notamment des familles, se feront, après examen des situations individuelles, vers l'ensemble des dispositifs existants : dispositif National d'Accueil pour les demandeurs d'asile ou hébergement d'urgence de droit commun." Une situation que dénoncent les militants du DAL 38 qui réclament un hébergement pérenne : "Il y en ras-le-bol des hébergements indignes et temporaires. Habiter dans un gymnase ce n'est pas une situation viable. On veut savoir combien de temps ça va durer. D'autant que les enfants sont scolarisés à Grenoble. Si on les relogé dans le nord de l'Isère ou ailleurs, ils vont avoir des scolarités décousues et ce n'est pas bon pour eux évidemment." "C'est temporaire, si dans trois mois on les remet dehors, ça ne sert à rien".

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/grenoble-les-occupants-du-campement-du-parc-de-l-alliance-evacues-2642500.html>

IVRY-SUR-SEINE

De jeunes africains et quelques Afghans que l'administration ne reconnaît pas comme mineurs après une rapide évaluation ont déposé des recours et attendent de passer devant un juge pour enfants. D'ici là, considérés comme des majeurs, ils sont livrés à eux-mêmes, sans aucune prise en charge de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Ils se sont regroupés depuis le mois de juin 2022, sous les deux ponts qui leurs servent d'abri, à Ivry-sur-Seine. Chaque nuit sous ces deux ponts, résonnent les voitures qui empruntent la voie rapide à grande vitesse. Sans compter l'autoroute A4, dont le bourdonnement s'élève depuis la rive d'en face. Ce jeune Ivoirien se rend au lycée tous les matins sans que ses professeurs, ni ses camarades de classe ne sachent dans quelles conditions il dort. "Ma mère n'en dormirait plus si elle savait, alors personne n'est au courant. Il n'y a que l'assistante sociale du lycée qui sait". La bonne nouvelle est tombée début septembre 2022. Il se trouvait alors en hôtel social à Melun, situé à plus de 60 kilomètres de Paris. Il est l'un de ceux qui campait à la Bastille cet été et qui a pu être relogé par les autorités françaises après l'évacuation du campement. Mais il a finalement renoncé à Melun parce qu'il avait peur de rater l'école. "Je n'ai pas de pass Navigo pour faire l'aller-retour, je ne veux pas avoir de problème avec les contrôles". "Le pont est très bruyant et dangereux avec la voie rapide à proximité. Les jeunes ne vont pas bien, beaucoup toussent. Certains sont complètement perdus, livrés à eux-mêmes, ils n'ont même pas encore déposé de demande au dispositif d'évaluation de la minorité". Dans l'urgence, depuis le 10 juin 2022, Utopia56 oriente chaque jour de nouveaux adolescents vers le campement d'Ivry-sur-Seine. Ce soir-là vers 21 heures, sept nouveaux venus arrivent avec des morceaux de carton sous le bras. Certains ont dormi aux abords des gares parisiennes les nuits précédentes. La plupart ont appris quelques heures avant qu'ils n'étaient pas reconnus mineurs et ont dû quitter leur chambre d'hôtel dans la foulée. "Ils sont dans un état de fatigue extrême. On attend une mise à l'abri rapide. Ce ne sont pas des conditions de vie décentes. Mais on est malheureusement obligés de faire des choix dans la précarité. Nous avons reçu 300 demandes d'hébergement de familles la semaine dernière dont 122 enfants, parmi lesquels 33 petits de moins de 3 ans". Des sanisettes ont été installées par la mairie d'Ivry-sur-Seine depuis l'été, mais l'odeur d'urine se répand à proximité. Une citerne d'eau est rechargée plusieurs fois par semaine, mais elle laisse apparaître des moisissures. "On évite de la boire, on va marcher plus loin, il y a un robinet près d'un restaurant le long de la Seine". A Laxou, près de Nancy (Meurthe-et-Moselle), Benjamin et Marion Cambas, ses employeurs et amis, mercredi 19 octobre 2022, lancent une pétition contre son expulsion. Pour l'heure, Saliou Diallo n'a plus de papier pour justifier son identité. Ils lui ont été pris lors de sa garde à vue au mois de septembre dernier dans les locaux de la police de l'air et des frontières à Villers-les-Nancy. Un recours va être déposé devant le tribunal administratif de Nancy.

LAXOU

Saliou Diallo est un jeune guinéen âgé de 21 ans. Il est arrivé en France en 2017. Et il vient de signer cet été son premier CDI en Lorraine. Ses proches évoquent une intégration parfaite.

Deux diplômes en alternance au restaurant La Gargote à Laxou, près de Nancy (Meurthe-et-Moselle). *"Je suis bien intégré, ça fait cinq ans que je suis en France"*, dit Saliou. *"Je suis à La Gargote depuis quatre ans. Maintenant, je suis employé comme chef de partie. Je suis bien ici."* Pourtant, le 13 octobre dernier, il a reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF). La Préfecture lui reproche d'avoir trouvé chez lui des faux papiers. Et d'avoir accueilli un ami en situation irrégulière. Cependant, Saliou possède des titres de séjours en règle depuis 2020. Marion Cambas est la responsable du restaurant La Gargote. Elle est perplexe. *"Saliou est notre chef de partie en cuisine. C'est le bras droit de mon mari Benjamin. Il a reçu une obligation de quitter le territoire français. Et pour nous, c'est l'incompréhension. Les papiers sont en règle. Ils ont été délivrés par son ambassade et la Préfecture. Il n'y a jamais eu aucun problème avec Saliou. Je le répète, c'est une complète incompréhension"*.

LIMOGES

L'association Les Chantiers des chemins jacquaires accompagne à Limoges (Haute-Vienne) des étrangers primo-arrivants afin de favoriser leur intégration grâce à l'emploi. Chaque année, 300 primo-arrivants suivent un parcours d'insertion au sein de cette association. Bâtiment, service à la personne, restauration, es activités sont multiples, avec **un objectif : s'intégrer grâce à l'emploi**. Pour exercer un métier et être **autonome** dans leurs démarches, ils apprennent d'abord le français.

LYON

Le collectif Jamais sans toit et l'association C.L.A.S.S.E.S, qui œuvre à la scolarisation des enfants sans toit, ont organisé un rassemblements de soutien, lundi 17 octobre 2022, à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Ils se sont rassemblés devant la préfecture. *« Plus aucun enfant à la rue ! On attend qu'il [L'État] ouvre des places d'hébergement et qu'il respecte la loi »*. Une délégation issue de différents collectifs lyonnais était reçue à la préfecture pour alerter les pouvoirs publics. Qui explique que chaque situation *« sera examinée au cas par cas »* et *« priorisées selon le statut administratif et la composition de la famille »*. Le gouvernement souhaite la suppression de 7 000 places d'hébergement d'urgence d'ici la fin de l'année et 7 000 places de plus en 2023, soit près de 14 000 places en moins. Une mesure prévue dans le projet de la loi de finances qui sera débattu au Parlement début novembre. Une décision jugée *« irresponsable au regard des besoins observés sur le terrain et de la crise économique et sociale qui s'annonce dans un contexte inflationniste qui va plonger des milliers de ménages dans la misère »*, dénonce le collectif lyonnais. *« On attend qu'il ouvre des places d'hébergement et qu'ils respectent la loi »*. La FCPE, UNICEF France, le Collectif des Associations Unies, la Fédération des Acteurs de la Solidarité, et les collectifs fédérés au sein du Réseau National d'Aide aux Élèves Sans Toit auquel Jamais Sans Toit est rattaché ont été accueillis à l'Assemblée Nationale ce lundi. C'est dans le cadre d'une conférence de presse que cette délégation a pu interpellé les députés pour que le gouvernement renonce à son plan initial. *« Aucune place d'urgence ne doit fermer. Au contraire, il faut en ouvrir. Si on maintenait le nombre actuel, de places, ça ne suffirait pas »*, il faut faciliter la régularisation de ces familles tant leur situation est urgente. Le gouvernement et l'Assemblée se pencheront sur la question début 2023 lors de la discussion du projet de loi sur l'immigration. La municipalité lyonnaise affirme vouloir faire plus. Elle a déjà financé, à plusieurs reprises, des nuits d'hôtel aux familles et *« laisse le chauffage »* dans les écoles occupées. Le collectif Jamais sans toit reconnaît aussi qu'ils sont plus *« sympathiques »* que le précédent mandat qui n'hésitait pas à envoyer la police lors d'occupations d'écoles. Là où l'actuel exécutif lyonnais tolère qu'elles soient occupées.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221019-lyon-bondy-blog-197-enfants-a-la-rue-dans-la-me-tropole-lyonnaise-copie.pdf>

MARSEILLE

À Marseille, plus de 4 000 demandeurs d'asile vivent sans toit et se retrouvent à la rue ou dans des squats. La ville ne dispose pas assez de places dans des structures d'hébergement dédiées.

Une quarantaine de demandeurs d'asile qui ont squatté le bâtiment de cinq étages situé en plein centre-ville pendant un an. *"La première chose pour un demandeur d'asile, c'est d'être en sécurité et la sécurité commence par le toit"*, explique un demandeur d'asile originaire du Cameroun, et habitant de la résidence temporaire Saint-Bazile, où il a trouvé un refuge et une stabilité. *"Pour moi, ça a été d'abord le premier soulagement : avoir un lieu où je vais pouvoir dormir sans avoir peur qu'on va venir me dérober, on va m'agresser... Cela a permis à ce que je puisse mieux m'organiser pour la continuité de ma demande"*. Mais désormais, leur présence est autorisée. Une **convention a été passée** avec l'Établissement public foncier qui est propriétaire, mais aussi des associations marseillaises, l'État et la ville. La situation ravit le président et fondateur de l'association des usagers de la PADA qui se bat depuis un an pour faire légaliser leur présence. *"Nous, les demandeurs d'asile, les personnes concernées, avons essayé de trouver des solutions. Aujourd'hui, je peux dire que c'est un bon résultat, parce qu'on est avec l'État, avec la ville et puis aussi avec toutes les associations marseillaises. C'est une victoire pour nous. On est très content."* Le préfet à l'égalité des chances, était là pour l'inauguration. Il n'exclut pas de multiplier ce genre d'initiatives. *"On est en veille active pour trouver les sites qu'on peut légalement confier en gestion dans le cadre de conventions d'occupation précaire pour mettre à l'abri des personnes. Mais on sait qu'on est sur des sites temporaires. Il faut qu'on soit pragmatiques et qu'on trouve des solutions au fur à mesure des besoins."* Les demandeurs d'asile se sont engagés à quitter le bâtiment au 31 mars 2023. Pour un responsable de la fondation Abbé Pierre dans la région : *"pour les demandeurs d'asile, tous les dispositifs sont embouteillés, c'est-à-dire qu'il y a un taux d'occupation qui a plus de 100%. Par ailleurs, il y a des milliers de personnes demandeurs et de personnes en situation de migration qui sont aujourd'hui à la rue"*. *"Quand on est à la rue, en fait, on va très rapidement tomber sous le coup des marchands de sommeil, sous le coup des réseaux mafieux et on se retrouve à s'endetter, à devoir parfois se retrouver dans des situations extrêmement complexes, de la violence... C'est ce que génère cette très grande précarité."* Cette précarité *"n'est pas propre aux personnes, elle est propre à leur situation, le fait des pouvoirs publics, qui ne se sont pas saisis aujourd'hui à la juste hauteur des difficultés de notre territoire. Aujourd'hui à Marseille, c'est très vrai, mais on sait que c'est le cas partout en France"*.

Deux membres du groupe d'extrême droite **Génération identitaire** ont été condamnés ce jeudi 20 octobre par le tribunal correctionnel de Marseille à **des peines d'un an et six mois de prison ferme** pour leur participation à une opération commando. Les faits remontent au 5 octobre 2018 au siège marseillais de SOS Méditerranée, une ONG d'aide aux migrants. Pour le tribunal, l'arrivée de ce "commando", *"par la force, en criant et en filmant les faits"*, dans le petit appartement qui servait de bureaux à l'ONG, ne pouvait être justifiée par l'exercice de la liberté d'expression. Au terme de sept jours d'audience, il a reconnu les 23 membres de cette opération **coupables de violences en réunion et complicité de violences en réunion**. Ces 19 hommes et quatre femmes étaient âgés d'une vingtaine d'années en moyenne au moment des faits. L'un, déjà trois fois condamné, qui a eu un rôle *"prépondérant"* : résultat, un an de prison ferme, cinq ans d'inéligibilité et une interdiction de séjour à Marseille de trois ans. Le second militant condamné à de la prison ferme, pour six mois., précise l'agence de presse. Les deux hommes effectueront leur peine à domicile, sous surveillance électronique, a précisé la présidente. **Les 21 autres prévenus ont été condamnés à de la prison avec sursis**, de cinq mois à un an, et treize se sont également vus interdire tout séjour à Marseille, une peine requise par le procureur *"dans le souci de sécuriser les victimes"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/intrusion-chez-sos-mediterranee-a-marseille-prison-ferme-pour-deux-militants-de-generation-1666335969>

MELUN

Douze membres présumés de deux filières d'immigration clandestine (ukrainienne et moldave) comparaissent, depuis lundi 17 octobre 2022, devant le tribunal correctionnel de Melun. Soupçonnés d'avoir détourné plus de 560 000 euros d'allocations pour demandeurs d'asile, ils sont jugés, jusqu'à jeudi, pour escroquerie en bande organisée et aide à l'entrée et au séjour irréguliers. Les prévenus auraient fait venir en France, entre 2019 et 2021, plusieurs dizaines de ressortissants

moldaves et ukrainiens dans l'optique de détourner l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) versée par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). Les filières logeaient les migrants dans différents campements de Seine-et-Marne, en région parisienne, le temps qu'ils déposent une demande d'asile en préfecture. Puis, les migrants repartaient vers leur pays d'origine - ou y étaient renvoyés de force par les membres de la filière - avec une compensation financière. Les accusés auraient alors bénéficié de leurs ADA pendant plusieurs mois, soit environ 400 euros mensuels par demandeur. Le montant de l'ADA, selon la situation familiale peut aller de 6,80 euros par jour (soit environ 190 euros par mois) à 17 euros (soit environ 476 euros par mois). Au premier jour de leur procès, les cinq premiers prévenus ont expliqué qu'ils n'avaient fait que "garder" les cartes ADA de compatriotes rentrés chez eux avant que n'aboutissent leurs demandes d'asile. Le but, selon eux : "aider" d'autres candidats à l'exil fraîchement arrivés en France en convertissant leurs cartes de paiement ADA en argent liquide. Depuis 2019, en effet, les cartes de paiement ADA s'utilisent uniquement dans les commerces et ne permettent plus de retirer de l'argent liquide. Il n'y a pas eu d'enrichissement personnel, a défendu, l'avocate. Plusieurs centaines de dossiers de demandes d'asile, cartes ADA et attestations de remise de cartes ADA, avaient été saisies lors des perquisitions effectuées aux domiciles des prévenus. Le préjudice s'élèverait à 562 695 euros, montant que contestent les avocats des prévenus. Une partie des allocations était dépensée en France, le reste envoyé en Ukraine et Moldavie par virement.

MORDELLES (ILLE-ET-VILAINE)

Samedi 22 octobre 2022, à Mordelles, en Ille-et-Vilaine, le Réseau des Territoires Accueillants 35 organise une rencontre pour débattre des questions de l'accès au travail des sans-papiers. *Il y a aujourd'hui des migrants qui connaissent des difficultés terribles pour se loger et pour vivre parce qu'ils n'ont pas le droit d'avoir un emploi et il y a des entreprises qui connaissent des difficultés terribles parce qu'elles ont besoin de salariés. Ce serait si simple de **faciliter la vie des uns et des autres en permettant aux migrants de travailler !*** Une circulaire de Manuel Valls de 2015 exige que les personnes soient sur le territoire depuis au moins 5 ans pour exercer un emploi. Le Réseau des Territoires accueillants demande la suppression de cette circulaire et souhaite créer une **Charte pour l'accès au travail des sans-papiers**. Une patronne d'un salon de coiffure, à Rennes, a cherché une salariée pour remplacer un départ à la retraite. Un jour, elle a vu arriver une jeune femme, coiffeuse, désireuse de travailler... mais sans papier ! Elle lui a fait une promesse d'embauche. Grâce à ce document, la jeune femme a pu obtenir des papiers. Une autorisation de séjour renouvelable tous les trois mois, et depuis le 1^{er} septembre, elle est employée dans le salon de coiffure. Cela met un terme aux 9 ans de galère pour elle, son mari et ses trois enfants. *"C'est un changement de vie à 360, explique-t-elle. Au salon, ils avaient les bras ouverts pour m'accueillir, c'est une deuxième maison."*

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/ille-et-vilaine/entretien-ils-n-ont-qu-une-seule-envie-c-est-de-travailler-un-collectif-veut-faire-evoluer-la-loi-sur-le-travail-des-migrants-2640536.html>

MULHOUSE

Une opération d'envergure a été menée tôt vendredi 21 octobre 2022 par la police aux frontières du Haut-Rhin dans les trains en provenance de Bâle et à destination de l'Alsace. L'objectif était de perturber et d'endiguer le **flux migratoire important qui s'est installé ces derniers mois, avec Mulhouse** comme point d'entrée sur le territoire français. A l'arrivée des forces de police, 80 jeunes hommes patientaient déjà en gare de Mulhouse. Arrivés la veille ou pendant la nuit. Ils espéraient monter dans le premier train pour Strasbourg à 5h44. Ces contrôles embarqués ont abouti à l'arrestation d'une quarantaine de jeunes migrants de nationalités afghane, népalaise, bangladaise et turque. De jeunes hommes âgés de 16 à 30 ans qui ont été réacheminés en Suisse et remis aux autorités compétentes, à l'exception des mineurs pris en charge en France par l'aide sociale à l'enfance. Ces contrôles se déroulent à la fois dans les TGV et les TER. *"Il y a eu jusqu'à 100 migrants en situation irrégulière dans un même train et qui viennent probablement de différentes filières. Cela crée un climat anxieux pour les passagers et le personnel navigant."*

OCCITANIE

Huit mois après le début de la guerre face à la Russie, les réfugiés ukrainiens sont toujours sur le sol français. En Haute-Garonne, **1.466 demandes de protection temporaire ont été déposées**. Il y en a **eu 6.800 en Occitanie**. Des chiffres à minima puisqu'ils ne prennent pas en compte les enfants et tous ceux et celles qui sont arrivés il y a moins de trois mois. Dans le **Tarn**, la préfecture évalue à **473** le nombre de déplacés ukrainiens. Des femmes (puisque à 90 % il s'agit de femmes) qui comprennent aujourd'hui que leur présence dans notre région pourrait durer longtemps. Si les démarches ont été extrêmement simplifiées, avec notamment la mise en place d'un guichet unique en préfecture, beaucoup veulent pouvoir vivre dans leur propre logement, et donc avoir un emploi. Une centaine de ces Ukrainiennes dans le Tarn aurait signé un contrat CDD ou CDI.

Mardi 18 octobre 2022, l'agence Pôle Emploi **de Gaillac** a organisé une session de recrutement destinée à ces déplacés ukrainiens, une vingtaine. Des conseillères de Pôle Emploi, un cabinet de recrutement et Mac Donald's étaient présents. Mais il n'est pas simple de ramener ces femmes vers l'emploi, notamment à cause des barrières de la langue et de leur difficulté à faire le deuil d'un retour rapide. Très souvent, ces femmes ne trouvent pas d'emploi dans la branche dans laquelle elles sont qualifiées en Ukraine.

Certaines personnes sont parvenues à s'intégrer rapidement. D'autres ont besoin d'un peu plus de temps pour se reconstruire. Certaines veulent repartir le plus tôt possible, mais d'autres envisagent de s'installer plus durablement sur le territoire. « Aujourd'hui, avec plus de six mois de recul, on arrive quand même à des résultats assez probants puisque nous avons près de 90 contrats de travail qui ont été signés, des contrats saisonniers intérim, des CDD, des contrats d'apprentissage ».

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/huit-mois-apres-la-mobilisation-continue-pour-xxxx-des-deplaces-ukrainiens-1666166220>

PARIS

La police a annoncé avoir fait évacuer l'immeuble situé rue Saulnier dans le IX^e arrondissement de Paris, mercredi 19 octobre 2022. L'expulsion a eu lieu à l'aube, vers 4h30, dans la violence. *"Les portes de leurs chambres ont été broyées à coup de bélier par les CRS"*. Les habitants n'ont pas eu le temps de récupérer leurs papiers et leurs affaires personnelles restées dans les chambres. L'expulsion de l'immeuble avait été prononcée le 18 juillet 2022, à la demande du propriétaire du bâtiment. *"Un délai de deux mois avait été accordé aux occupants pour quitter les lieux"*, Cet immeuble, de bureaux désaffectés : "L'Ambassade des immigrés", était occupé par le collectif « La Chapelle Debout » depuis le mois d'avril 2022 afin de *"demander des solutions d'hébergement"* pour une centaine de migrants à la rue. Après l'évacuation, 77 personnes dont 21 familles et leurs enfants ont été dirigées vers un centre d'hébergement où elles vont *"bénéficier d'une évaluation de leur situation administrative et d'un accompagnement social, sanitaire et administratif"*, a fait savoir la préfecture de police de Paris et la préfecture de la région Île-de-France. Ces personnes figuraient déjà sur des listes de migrants éligibles à une solution d'hébergement. *"Certains ont été déboutés de l'asile, leur situation administrative est compliquée, mais ils figuraient sur les listes discutées avec la préfecture"*.

le collectif a appelé à un rassemblement devant le commissariat du XII^e arrondissement de Paris pour demander la libération des six migrants originaires du Soudan, du Mali et d'Erythrée, détenus par la police et *"menacés d'expulsion vers leur pays d'origine"*.

RENNES

Les élus du conseil municipal de Rennes ont été interpellés, lundi 17 octobre 2022, par le collectif inter-organisation de soutien aux exilés. Objectif : « **porter la voix des déshérités et défendre leurs droits.** » « De nombreux enfants, qui vont à l'école la journée, dorment dans le froid et l'humidité, matelas par terre, sans repas chauds, dans des tentes, sans poubelles adaptées. Des

personnes sont très malades ou handicapées. Un enfant de trois mois pleure toutes les nuits et sa santé inquiète ses parents. Certaines familles ont des enfants hospitalisés à cause des conditions déplorables dans lesquelles elles vivent et dont elles sont chassées sans pitié par la préfecture ». Il manque 300 places d'hébergement d'urgence. Tous les jours, à Rennes, des familles, dont de nombreux enfants, dorment à la rue faute de solutions d'accueil. Une manifestation a réuni, environ trois cents personnes, samedi 15 octobre 2022 à Rennes : « **L'occupation des écoles n'est pas une solution pérenne. C'était une manière de dire : « Il n'y a rien, c'est l'urgence absolue.** » Mais maintenant, la Préfecture, les pouvoirs publics, l'Éducation nationale doivent répondre. Mercredi 19 octobre 2022, à l'école de l'Île en soutien aux familles migrantes sans logement, environ 200 personnes étaient présentes et ont organisé une chaîne humaine. Une famille loge actuellement dans l'école, dans une salle périscolaire munie d'un point d'eau. Les parents d'élèves se relayent tous les jours, matins et soirs, pour s'assurer que la famille ne manque de rien : nourriture, couvertures. « On les accompagne aussi pour des rendez-vous médicaux », explique une maman.

Un collectif inter école de parents d'élèves a rencontré les élus le 17 octobre. Des reproches sont formulés aux élus : « **Vous avez un pouvoir de réquisition des logements inoccupés, appliquez-le !** » la mairie répond : « collectivement, nous tentons de répondre à la réponse partielle de l'État. Désormais, nous hébergeons 950 personnes, essentiellement des familles avec mineurs. Nous utilisons des biens vacants ou en attente de démolition, on utilise aussi des hôtels. **Nous atteignons nos limites parce que le besoin est sans fin du fait de la politique migratoire de l'État** ». « L'asile est l'une des plus nobles et des plus anciennes traditions françaises [...] Sa mise en application donne tout son sens au **3e principe** de notre si belle devise républicaine : **fraternité**. [...] Nous y sommes profondément attachés. C'est pourquoi nous partageons la volonté de **proposer un accueil plus digne, plus humain aux réfugiés du droit d'asile, car force est de constater que depuis 20 ans, l'État n'est pas suffisamment au rendez-vous sur ce sujet** ». La responsabilité de l'État est visée. « Réclamez, avec nous, **l'hébergement d'urgence par la préfecture** de toutes les personnes à la rue [...] ouvrez un centre d'accueil inconditionnel 24h sur 24... ». Mercredi 19 octobre 2022, à l'école de l'Île en soutien aux familles migrantes sans logement, environ 200 personnes étaient présentes et ont organisé une chaîne humaine. Une famille loge actuellement dans l'école, dans une salle périscolaire munie d'un point d'eau. Les parents d'élèves se relayent tous les jours, matins et soirs, pour s'assurer que la famille ne manque de rien : nourriture, couvertures. « On les accompagne aussi pour des rendez-vous médicaux », explique une maman. Mercredi 19 octobre 2022, la maire de Rennes a réuni la presse au centre d'urgence ouvert par la municipalité en 2020 pour mettre à l'abri des familles sans logement... qui deux ans plus tard sont toujours là, elle constate : « la saturation et l'impasse des dispositifs dont personne ne sort... Je me réjouis que dans cette ville il y ait des hommes et des femmes qui ne supportent pas que les copains de leurs enfants dorment dans la rue. Jeudi 20 octobre 2022,

Le membre de la Nupes a interrogé Élisabeth Borne sur l'action que compte mettre en œuvre le gouvernement pour éviter que des enfants dorment à la rue, comme c'est le cas à Rennes

A Rennes comme dans d'autres villes en France, des livreurs se sont rassemblés le 24 octobre 2022. Ils demandent justice *"pour les milliers d'entre eux qui se retrouvent à la rue après avoir été désactivés"* par les plateformes comme Uber Eats. En France, 2500 à 3000 (si ce n'est 10 000) ont été déconnectés de comptes depuis début septembre. La déconnexion consiste à bloquer à distance le compte d'un travailleur quand la plateforme donneuse d'ordres soupçonne une mauvaise pratique, mettant ainsi fin unilatéralement à la poursuite de la collaboration. *"Quand le métier est apparu en 2017 avec Uber Eats d'abord, les plateformes ne se souciaient pas trop de savoir qui elles employaient, même si certains n'avaient pas de titres de séjour."* Depuis le printemps 2022, une charte a été signée avec l'Etat dans laquelle les quatre principales plateformes de livraison de repas s'engagent à lutter contre la fraude et la sous-traitance irrégulière, les applications ont commencé à se séparer massivement de sans-papiers, pour ne pas avoir d'ennuis. *"c'est de l'hypocrisie. Les plateformes savaient pertinemment qu'elles faisaient travailler des sans-papiers dont elles se*

débarrassent aujourd'hui. Certains travaillaient pour eux depuis 4 ou 5 ans, avec plus de 10 000 livraisons au compteur. Et ils se retrouvent à la rue. Avec une famille à nourrir." Les livreurs demandent à l'Etat de prendre en compte les années travaillées chez Uber Eats pour leur demande de régularisation. Ils insistent aussi sur la nécessité d'un salaire minimum fixe, et d'une protection sociale solide. Les livreurs sont généralement payés à la course, ne touchent à chaque fois qu'une poignée d'euros, "font des horaires démesurés et vivent dans une grande précarité".

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/ille-et-vilaine/rennes/rennes-des-livreurs-se-rassemblent-pour-denoncer-les-deconnexions-massives-2642132.html>

SAINT-ETIENNE

Une famille d'afghans ayant fui leur pays s'est installée en mai dernier à Saint-Etienne après avoir pérégriné dans la région entre Lyon, Rive-de-Gier et Villars. Aujourd'hui, l'intégration se fait petit à petit pour cette famille aidée par des associations mais aussi par des proches. Le père, 60 ans, chirurgien digestif à Kaboul, doit passer des épreuves pour pratiquer sa profession, il doit avoir un diplôme d'équivalence qu'il passera l'an prochain. Il aide sa femme à mieux parler français, qui veut retrouver son ancien emploi : gynécologue. Pour cela elle devra elle aussi passer un diplôme d'équivalence. Sa fille de 13 ans, a « *trouvé des amis, ils sont trop gentils et m'ont accepté dans leur groupe. Les professeurs prennent le temps et m'expliquent quand je ne comprends pas* ». Ses notes sont excellentes notamment en mathématiques. Mais les démarches administratives sont encore parfois très difficiles pour la famille, le père essaye depuis quatre mois de décrocher des documents de circulation pour étranger mineur pour ses deux enfants.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/emploi-college-langue-francaise-cette-famille-afghane-de-saint-etienne-s-integre-petit-a-petit-1665854682>

SAINT-VALLIER-DE-THIEY

Le maire de ce village de 3.597 habitants, Vice-président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et Conseiller régional, souhaite "un meilleur accueil des migrants", mais il ne veut pas que l'on crée des ghettos dans les villages. Emmanuel Macron, le chef de l'Etat, veut casser les ghettos des villes en envoyant des personnes pour intégrer les villages pour redensifier des zones en pertes de développement. "Le problème ce n'est pas trop l'accueil", mais "tous les territoires ruraux ne se ressemblent pas. Nous, par exemple, n'avons pas d'équipements ni finances suffisantes pour un accueil important." "Quand on ne trouve pas de solutions on se tourne vers le rural... mais ça peut créer des déséquilibres dans nos zones où il n'est pas toujours facile de vivre."

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/le-maire-de-saint-vallier-de-thiey-veut-freiner-l-accueil-des-migrants-dans-les-villages-1666154960>

TOURS

Le 22 octobre 2022, "le petit prince de la couture", ancien réfugié **afghan**, aujourd'hui grand créateur de mode est venu dédicacer son livre "La machine à coudre". Il a vécu pendant neuf ans à **Téhéran**, la capitale iranienne, de ses 5 à 14 ans. Au cours de son exil avec sa famille pour fuir les talibans afghans, Il a été abandonné seul à la gare de Tours par son passeur en 2010, alors qu'il n'a que 14 ans. Il s'apitoie du sort de la jeune fille Kurde iranienne, décédée après avoir "mal portée son voile islamique" selon la police des mœurs. A Téhéran "Nous n'avons pas été bien accueillis [avec ma famille]. C'était dur. **Il n'y a pas de liberté, il n'y a que des mauvais souvenirs.**" "Ça ne date pas d'hier. Aujourd'hui une jeune femme est tuée par les policiers, c'est catastrophique." "Les hommes ont le droit de tout faire mais les femmes doivent porter les vêtements comme les hommes le disent". "J'espère juste que le peuple va réussir, **que les femmes pourront retrouver leur liberté**". Des associations tourangelles portent aussi ce message depuis le 1er octobre 2022. Diverses manifestations sont organisées en soutien aux Iraniens et Iraniennes dans la ville.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/sami-nouri-mode-tours-iran-livre-1666456834>

VIRE

Le centre hospitalier de Vire a mis à disposition deux ailes du bâtiment "Saint-Louis" situé dans l'ancien couvent des Ursulines. *"Cela faisait plusieurs années qu'elles étaient inoccupées, explique le directeur de l'hôpital. "On a fait quelques aménagements, des travaux de salle de bain, essentiellement." Ce qui permet ainsi aux 27 réfugiés ukrainiens accueillis de trouver un lit, de quoi se doucher, mais aussi l'accès à une cuisine. "Il y a des personnes isolées, des couples, des familles avec enfants, des mamans seules avec leurs enfants qui sont heureux d'avoir trouvé refuge à Vire. "C'est très joli. C'est assez impressionnant de se retrouver dans cet ancien couvent. <Au moins, ici, il fait chaud. On s'occupe bien de nous." Cette solution d'accueil est provisoire. En effet, il s'agit d'un hébergement d'urgence pour permettre aux réfugiés de souffler avant de s'intégrer dans la société. "L'objectif est de les mettre à l'abri. Ils ont ainsi un pied-à-terre avant de pouvoir réaliser les démarches administratives qui leur permettront de recevoir une allocation, de trouver un logement durable et de pouvoir trouver un emploi." Chaque mois, ce sont 25 réfugiés qui s'installent dans le Calvados, transférés d'Île-de-France.*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/l-hopital-de-vire-accueille-27-refugies-ukrainiens-1666628366>

MANCHE

Les sauvetages se poursuivent avec une forte intensité. Mardi 18 octobre 2022, deux opérations de secours ont été lancées : 42 personnes au large de Dunkerque, et 6 personnes à Blériot Plage. Les naufragés ont été débarqués au port de Calais.

MÉDITERRANÉE

Depuis le début de l'année, 1 735 migrants ont disparu en Méditerranée, dont 1 269 en Méditerranée centrale, la route migratoire la plus dangereuse au monde, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'agence onusienne a estimé le nombre de morts et de disparus en 2021 à 2 062 en Méditerranée dont 1 567 pour la seule Méditerranée centrale.

AÏTA MARI

Il est en phase préparatoire en vue de sa prochaine mission en Méditerranée centrale.

GEO BARENTS

Dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 octobre 2022, l'équipage du Geo Barents a porté secours à une embarcation en bois qui prenait l'eau en Méditerranée centrale, alors que 77 personnes se trouvaient à bord. Parmi ces migrants : 17 mineurs et un enfant très jeune. Ce sauvetage était le cinquième effectué par l'équipage depuis son retour en mer le 11 octobre, après plusieurs semaines de pause consacrées à l'entraînement. Au cours de la même nuit, l'équipage avait porté secours à 40 personnes, dont 13 mineurs et une femme enceinte, qui se trouvaient sur une embarcation en bois. Dans la journée de dimanche, ce sont 46 personnes, dont 16 mineurs, qui avaient déjà été secourues grâce à un signalement envoyé par la plateforme Alarm Phone.

Samedi 23 octobre 2022, le navire a déposé 293 rescapés sur la terre ferme. Ces derniers ont débarqué dans le port de Tarente, en Italie, onze jours après le premier sauvetage effectué par l'équipage en mer.

LE HUMANITY 1 (ANCIEN SEA WATCH 4)

Samedi 23 octobre 2022, il a porté secours à 45 personnes. Ces personnes étaient en détresse sur un bateau en bois entre la Libye et Malte. Les naufragés - un groupe de 41 adultes et de quatre mineurs non accompagnés - sont désormais "sains et saufs à bord". Il a porté secours, lundi 24

octobre 2022, à deux nouvelles embarcations de migrants en Méditerranée centrale. La première opération a eu lieu dans l'après-midi. Un bateau gonflable avec 113 personnes à son bord, dont trois femmes et un bébé. Quelques heures plus tard, une seconde embarcation a été secourue alors que les 22 passagers se trouvaient en grande difficulté. Le bateau gonflable sur lequel elles avaient pris place était surchargé et totalement inadapté à la navigation en pleine mer.

LOUISE-MICHEL

Il se trouve à quai, en Espagne, pour maintenance.

OCEAN VIKING

Dimanche 23 octobre 2022, 39 personnes, dont une femme et des enfants, ont été récupérées dans la région maltaise. Ces migrants avaient été repérés par l'avion Colibri 2 de l'association Pilotes Volontaires, qui avait alors donné l'alerte. Dans la nuit de vendredi 22 à samedi 23 octobre 2022, 34 personnes, dont une femme et cinq enfants ont été mises à l'abri dans les eaux internationales au large de la Libye. Ce sauvetage a été rendu possible grâce à un signalement effectué par la plateforme d'urgence en mer Alarm Phone. Actuellement, le nombre de rescapés à bord de l'Ocean Viking est de 234. Un total atteint en à peine cinq jours, rythmés par des opérations de sauvetage successives. Certains de ces rescapés "présentent de multiples brûlures de carburant et un fort état d'épuisement après 30 heures en mer", précise l'ONG. À bord, les rescapés sont pris en charge à la fois par des équipes de SOS Méditerranée et par des équipes de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (IFRC).

OPEN ARMS

Il est retourné à quai, à Barcelone, pour se préparer à sa prochaine mission en mer.

SEA-EYE 4

Il est immobilisé à Borriana en Espagne pour maintenance

UNION EUROPÉENNE

FRONTEX

« J'ai conscience que la lecture du rapport (de l'Olaf) aura choqué nombre d'entre vous, comme il m'a choquée, mais je suis convaincue que le conseil d'administration de Frontex a assumé pleinement ses responsabilités et de manière très efficace », a assuré aux eurodéputés la commissaire aux Affaires intérieures, espérant la nomination d'un nouveau directeur pour l'agence de surveillance des frontières d'ici à la fin de l'année 2022. Après avoir reporté leur décision en mai dernier, le Parlement adresse ainsi un nouvel avertissement à Frontex, en refusant d'octroyer la décharge du budget de l'agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes pour 2020. Ce vote n'aura pas de conséquence sur l'activité de l'agence, mais c'est un signe de défiance. « Nous voyons très clairement qu'il y a une situation inacceptable aux frontières extérieures de l'UE et Frontex en avait connaissance. Il y a eu des refoulements, ce qui a été prouvé, et nous pensons que l'on n'a pas fait assez pour contrer ces agissements », affirme la co-présidente allemande des Verts/ALE. Mais ces critiques ne se limitent pas à la direction de Frontex, qui est d'ailleurs soutenue par les partis de droite au Parlement. Une députée européenne suédoise déclare : « Bien sûr, le directeur et la direction de Frontex ont un grand rôle à jouer, mais aussi le conseil d'administration où tous les États membres sont représentés, ils doivent prendre un rôle beaucoup plus important ainsi que la Commission européenne. C'est donc le message que nous voulons faire passer. Frontex est censé être un soutien pour les États membres, mais il est également censé défendre l'État de droit et le respect du droit européen et ne pas être complice des violations des droits de l'homme. C'est faire le contraire de ce que cette agence a été créée pour faire ».

La route des Balkans utilisée par les réfugiés s'impose comme une priorité pour l'UE, qui

accorde une enveloppe supplémentaire de 39,2 millions d'euros. Frontex va se déployer en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie. La mission européenne vient aussi de signer un accord avec la Macédoine du Nord sur la gestion des frontières en langue macédonienne. Avec cet accord, Frontex sera impliquée dans la gestion de la frontière en Macédoine du Nord dans le cadre de la lutte contre la « migration illégale »

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Route-des-Balkans-avec-Frontex-l-Union-europeenne-veut-mettre-les-grands-moyens>

AUTRICHE

L'accueil des demandeurs d'asile fait toujours débat en Autriche. Le pays connaît depuis plusieurs mois une hausse des entrées d'exilés sur son territoire. Et, bien que les capacités d'hébergement pour demandeurs d'asile aient été triplées, les différents centres d'hébergement fédéraux se sont rapidement remplis. Face au manque de places, les autorités ont installé une quarantaine de grandes tentes à proximité des frontières allemandes et slovènes pour y héberger certains demandeurs d'asile. *"Nous ne pouvons pas laisser les gens sans abris [...] Nous logeons uniquement les jeunes hommes dans les tentes. Ils viennent de différents pays comme la Syrie, l'Inde, et la Tunisie, beaucoup d'entre eux ont peu de chances de pouvoir rester en Autriche à cause de la loi sur l'asile"*, selon le coordinateur des réfugiés dans le pays. Plusieurs groupes de soutien aux réfugiés se sont indignés des conditions de vie que devaient subir les exilés. *"En Autriche, les réfugiés doivent à nouveau vivre sous des tentes. Personne ne souhaite cela et cet hébergement inhumain est absolument évitable"*, ont-ils déclaré dans une lettre ouverte au gouvernement. Les réactions de l'extrême droite autrichienne ont également été vives à Sankt Georgen im Attergau, où 17 grandes tentes, pouvant accueillir huit personnes ont été installées. Le maire conservateur s'y est opposé parce qu'elles sont *"inhumaines, surtout à cette époque de l'année"*. Mais il a également noté la "peur" exprimée par certains habitants de la région en voyant arriver des groupes de jeunes hommes. Des propos qui relancent les polémiques autour de l'immigration, nourries ces dernières années par l'arrivée de près d'un million de Syriens fuyant la guerre, mais aussi d'Afghans ou d'Irakiens. Le Parti de la liberté (FPÖ), parti d'opposition d'extrême droite, souhaite que le pays n'accepte plus du tout de demandeurs d'asile. Selon les autorités autrichiennes, des centaines de personnes ont été interceptées quotidiennement ces dernières semaines après avoir traversé la frontière. Même si la plupart d'entre elles poursuivent leur route vers des pays plus à l'Ouest, celles qui arrivent demandent l'asile pour éviter d'être expulsées. Entre janvier et septembre, plus de 70 000 personnes ont déposé un dossier d'asile en Autriche, contre quelque 40 000 personnes pour toute l'année 2021. Elles étaient près de 90 000 personnes en 2015, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur. Si les personnes arrivant en Autriche restent majoritairement originaires de Syrie et d'Afghanistan, une forte et soudaine augmentation du nombre de ressortissants indiens, rarement éligibles à l'asile, a été constatée ces derniers mois. Par ailleurs, l'Autriche soutient des dizaines de milliers d'Ukrainiens qui ont fui la guerre dans leur pays. En vertu d'un arrangement spécial, ils n'ont pas besoin de demander l'asile.

CROATIE

La mairie de Rijeka a engagé lundi 24 octobre 2022, un aménagement de la zone où se regroupent les exilés, près de la gare, avec une cuisine publique et un accès à l'eau potable. En effet, depuis un mois et demi, les exilés sont de plus en plus nombreux à arriver en train depuis Zagreb. Des volontaires vont ramasser les déchets des lieux où se rassemblent les migrants, puis une désinsectisation, une désinfection et une action antiparasitaire seront effectuées.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-nos-dernieres-infos>

ESPAGNE

Selon le défenseur du peuple, **les forces de l'ordre auraient ainsi renvoyé manu militari 470 migrants, soudanais en majorité, au Maroc** en juin 2022, à Melilla. Certains d'entre eux ont dû ensuite affronter de nouveau la gendarmerie marocaine. Le ministre de l'Intérieur

espagnol a répondu que c'était un mensonge, que ses policiers ont agi dans la plus stricte légalité. Pour lui, les victimes sont exclusivement dues aux affrontements entre migrants et forces de l'ordre marocaines. Malgré tout, cette accusation est un problème pour le gouvernement. Elle a été soupesée, pensée, avant d'être officialisée quatre mois plus tard. Nul doute que le ministère de l'Intérieur va être amené à fournir des preuves. Depuis des années, les ONG dénoncent ces renvois à chaud de migrants décrits comme systématiques.

Entre dimanche 16 et lundi 17 octobre 2022, **quelque 380 personnes** ont été **prises en charge par les secours maritimes espagnols**. Lundi matin, une embarcation avec 52 personnes à bord a été secourue dans cette zone. Elle pourrait correspondre à un bateau recherché depuis dimanche par les secours. Lundi 17 octobre 2022, à l'aube, les secours maritimes sont venus en aide à deux bateaux, à l'est de **Lanzarote**, avec un total de 69 personnes à bord, dont quatre femmes. La veille, une autre embarcation avait, elle, été vue en direction d'El Hierro, une petite île au sud-ouest des Canaries. Ses 124 occupants (123 hommes et une femme, tous d'origine subsaharienne) ont été transférés au port de La Restinga, où ils sont arrivés sains et saufs.

Actuellement, 57,43 % des arrivées sont concentrées sur les deux îles les plus proches de l'Afrique, Lanzarote et Fuerteventura, selon les autorités espagnoles.

Migrants : morts sous X en mer Méditerranée. Chaque année, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent en tentant de traverser la Méditerranée. Ces migrants clandestins partent de Libye, de Tunisie, d'Algérie ou du Maroc pour avoir une vie meilleure en Europe, au péril de leur vie. Une tragédie qui vaut à la Méditerranée le surnom de "plus grand cimetière à ciel ouvert au monde". Un Espagnol s'est donné pour mission de ramener auprès de leur famille les corps des migrants décédés en tentant la traversée de la Méditerranée. L'identification des dépouilles retrouvées est confiée à un médecin-légiste à Cadix, qui s'efforce chaque année, avec son équipe, de redonner leur identité à plusieurs centaines de corps retrouvés en mer ou sur les plages espagnoles. Un autre s'efforce de retrouver la trace de celles et ceux qui ont disparu sans laisser de traces. Ce spécialiste de la recherche de migrants disparus, qui travaille pour le Comité international de la Croix-Rouge, essaie de déterminer si les personnes qui se sont lancées dans la traversée de la Méditerranée apparaissent sur des listes de migrants ayant réussi à gagner les côtes européennes, aux Baléares ou ailleurs.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/reporters/20221021-migrants-morts-sous-x-en-mer-m%C3%A9diterran%C3%A9e>

GRECE

92 migrants ont été retrouvés nus vendredi 14 octobre 2022 après avoir été forcés, selon Athènes, de traverser l'Evros, le fleuve séparant la Turquie de la Grèce. 'Athènes assure que la Turquie a forcé ces personnes à se dévêtir avant de les expulser du côté grec de la frontière. Cela a été confirmé par une porte-parole de l'agence européenne de surveillance aux frontières Frontex : leurs *"Les agents ont rapporté que les migrants avaient été retrouvés nus et que certains d'entre eux avaient des blessures visibles."* Le ministre grec de la Protection civile a accusé Ankara d' *"instrumentaliser l'immigration illégale"* mais la Turquie a démenti toute implication dans les traitements dégradants infligés à ces migrants. La présidence turque a rejeté toute faute sur son voisin grec, qu'elle accuse de comportement "inhumain". *"Nous invitons la Grèce à renoncer au plus vite à son attitude inhumaine envers les réfugiés, à mettre fin aux accusations fausses et sans fondement contre la Turquie"*, écrit le directeur de la communication de la présidence turque. *"Par ces menées ridicules, la Grèce montre une fois de plus au monde entier qu'elle ne respecte même pas la dignité des peuples opprimés, publiant les photos des réfugiés qu'elle a déportés après les avoir dépouillés de leurs effets personnels"*. La plupart des personnes concernées, des Syriens et des Afghans, *"ont raconté à des agents de Frontex que trois véhicules de l'armée turque les avaient transférées au niveau de l'Evros"*. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a condamné dimanche sur Twitter des *"traitements aussi cruels et dégradants"* et demandé une "enquête complète sur cet incident". Le ministre grec des Migrations avait qualifié, samedi 15 octobre 2022 l'incident de *"honte pour la civilisation"*. Réagissant à l'incident dimanche, l'ONG Mare Liberum a estimé que *"dans la région de*

l'Evros, les crimes contre les droits de l'Homme sont systématiques et commis quotidiennement par la Turquie et la Grèce". "Lorsque ces crimes sont discutés publiquement par les membres des gouvernements, cela ne sert qu'à alimenter le conflit" entre ces deux pays.

Les garde-côtes grecs ont annoncé vendredi avoir procédé au sauvetage de 75 migrants, dont 69 hommes et six femmes, à bord d'un voilier pris dans une mer orageuse au sud de la péninsule du Péloponnèse. Dans un communiqué, les garde-côtes ont ajouté que les migrants, dont la nationalité n'a pas été précisée, étaient tous en bonne santé après le remorquage du voilier vers un port grec.

Mardi 25 octobre 2022, Médecins sans frontières (MSF) rapporte avoir découvert ce jour-là trois migrants "menottés" et "quatre autres blessés" après avoir été, selon leurs déclarations, passés à tabac. MSF avait découvert ces personnes au cours d'une intervention lancée à la suite d'une "alerte officielle concernant un groupe de personnes nouvellement arrivées" à Lesbos et "ayant besoin de soins d'urgence". *"Tandis que nous approchions, nous avons entendu de nombreux cris (...). Quand nous sommes arrivés, nous avons trouvé 22 personnes. Tout le monde pleurait"*, a raconté le coordinateur de MSF à Lesbos. *"Trois personnes étaient menottées de manière très serrée avec des morceaux d'emballage en plastique. Quatre autres étaient blessées"*. L'ONG dit *"avoir aussitôt informé les services de police sur cet incident et assuré le transfert des personnes blessées vers l'hôpital et leur suivi"*. Le gouvernement grec n'a pas jusqu'ici réagi à cet incident. MSF a appelé les autorités grecques à *"prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que de tels événements ne puissent se reproduire et veiller à ce que les personnes aient accès à un accueil sûr, à une protection et à des procédures d'asile"*.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/refugies-balkans-nos-dernieres-infos>

ITALIE - PALERME

L'association Centro Penc de Palerme offre un lieu sûr aux femmes migrantes et veut les aider à se construire un avenir en Italie. Le centre Women and Girls Safe Space (WGSS) est un espace dédié aux femmes et aux filles en situation de précarité sociale *"pour se parler et partager les mêmes peurs, difficultés et défis, pour trouver ensemble des solutions pratiques et un soutien émotionnel, ainsi que des rêves, des désirs et des espoirs."* Deux médiatrices culturelles nigériane et malienne disent : *"Pour faire ce type de travail, il faut avoir de la passion. Et surtout une envie d'aider"*. Beaucoup de femmes et de filles qui viennent au WGSS ont connu des difficultés et de expériences traumatismes. *"Tant de femmes traversent tellement de choses affreuses et difficiles pendant leur voyage, dans le désert, en Libye, pendant la traversée en mer. Quand on entend les histoires des gens ici, cela me pousse à vouloir aider encore davantage"*. Le Centro Penc aide des migrants ayant été victimes de torture et de violences, soutient des mineurs non accompagnés, des enfants et des adolescents, ainsi que des femmes seules qui ont pu être victimes d'exploitation ou de violences. *"Ce lieu a vu le jour après avoir constaté les nombreuses difficultés rencontrées par les femmes pour obtenir un permis de séjour"*. *"J'ai rencontré tellement de femmes et de mères nigérianes qui avaient des documents mais qui étaient bloquées par leur faible niveau en italien, ou qui n'avaient pas les compétences nécessaires pour commencer un travail. En tant que mère célibataire, il est également plus difficile de trouver du travail ici"*. *"S'il n'y avait pas un espace comme celui-ci, alors beaucoup de ces jeunes femmes, surtout celles qui sont seules et vivent dans un centre d'accueil, pourraient finir par travailler dans la rue."* Le centre aide également les femmes à prendre des rendez-vous, que ce soit chez le gynécologue, le pédiatre ou avec un avocat. *"Nous, les Africaines, savons que se faire coiffer peut coûter très cher"*. *"Nous leur offrons un espace où elles peuvent se faire coiffer gratuitement, mais aussi acquérir des compétences et apprendre à tresser les cheveux de quelqu'un d'autre. Nous proposons également des cours d'informatique, de yoga ou encore de pilates."* Dans une autre salle de classe, les femmes peuvent apprendre l'italien, mais aussi suivre des cours de remise à niveau en anglais ou en français. Le WGSS leur fournit aussi les connaissances et les outils nécessaires pour accéder aux soins de santé publics gratuits, mais aussi pour trouver un pédiatre, être informées sur les vaccinations et les bilans de santé que doivent passer les nouveau-nés. Une aide psychologique est également proposée. Chaque samedi, le groupe cuisine et mange ensemble.

"Chacun peut goûter à quelque chose d'un autre pays. Le samedi est aussi le jour pour fêter les anniversaires de la semaine. "Être utile à quelqu'un n'a pas de prix, surtout pour nous, les femmes. Nous voulons être appréciées, pas seulement en tant que mères ou femmes, mais pour toutes nos compétences. C'est ce que nous essayons d'enseigner aux femmes qui viennent ici. Lorsqu'une femme se sent appréciée, elle parvient à réaliser son potentiel."

Médecin sans frontières (MSF) et les autorités sanitaires italiennes ont ainsi ouvert une clinique à Palerme qui s'adresse spécifiquement aux personnes ayant subi des tortures ou des violences. *"Nous avons des gens du Bangladesh, des pays du Moyen-Orient ou encore des pays africains. L'éventail des nationalités est très large. Beaucoup de médiateurs travaillent ici pour aider à toucher les différentes communautés présentes à Palerme."* Un médiateur ivoirien : *"Quoi qu'il vous arrive en cours de route, migrer signifie perdre le contrôle de sa vie et la risquer. Le voyage est si dangereux. Beaucoup de personnes ont subi une forme de violence sur la route ou en ont été témoins. La traversée du désert peut prendre des semaines, voire des mois. Au vu des nombreux morts, elle est presque plus dangereuse que la traversée en mer. Vous êtes totalement entre les mains des trafiquants. Ils peuvent vous abandonner si vous n'avez pas les moyens de payer les sommes supplémentaires qu'ils réclament. Je l'ai vu de mes propres yeux."* *"Ces expériences sont insupportables et difficiles à traiter mentalement. Vous essayez de les ignorer, de les repousser, mais lorsque vous arrivez enfin en Italie, ces pensées peuvent vous rendre fou. Certaines personnes commencent à boire, à fumer excessivement, à se parler à elles-mêmes. J'ai vu des gens finir dans la rue parce qu'il n'arrivaient pas à faire face à ce qui leur est arrivé. Leur famille leur manque, ils ont la pression d'envoyer de l'argent à la maison. Les choses vécues en Libye, puis les difficultés de trouver sa place ici en Italie, c'est vraiment dur"*. Les patients peuvent se présenter eux-mêmes à la clinique ou par l'intermédiaire des autorités ou d'autres organisations. D'autres patients de la clinique sont arrivés en Sicile par un couloir humanitaire. Ils ont été identifiés comme étant particulièrement vulnérables en Libye par le personnel de MSF. 14 personnes ont ainsi pu rejoindre Palerme. Elles sont également hébergées dans des structures soutenues par MSF et le personnel de la clinique. *"Beaucoup de personnes ont du mal à nous faire confiance en arrivant et ne veulent pas parler immédiatement de ce qu'elles ont pu subir. Au début, ils se sentent souvent 'chanceux' d'être arrivés alors beaucoup de gens meurent en chemin, mais ensuite ils se heurtent au système d'accueil, à la bureaucratie italienne et à tout un tas d'autres problèmes."* La clinique peut fournir des services psychologiques et juridiques aux patients que le système de santé publique n'est pas forcément en mesure d'assurer. *"Vous avez besoin d'un médiateur qualifié, capable de faire le lien entre les patients et les prestataires de services"*. Les besoins en matière de santé mentale peuvent notamment varier selon les cultures et pays d'origine. La clinique a commencé avec 30 patients. Aujourd'hui, elle compte près de 70 personnes en traitement et 30 autres sur une liste d'attente. *"Nous avons triplé le nombre de patients en un an. Une fois que la confiance s'installe, vous commencez à recevoir plus de patients. C'est une bonne chose, mais en même temps, nous ne sommes pas suffisamment préparés pour répondre à ces besoins grandissants. Nous devons accroître le soutien des secteurs public et privé."* À l'heure actuelle, 90 % des patients sont des hommes. MSF cherche ainsi à renforcer la collaboration avec des projets qui soutiennent également les femmes, ayant notamment été victimes de trafic d'êtres humains. Le département de médecine légale de la polyclinique de l'université de Palerme participe également au projet. *"Il arrive qu'un patient a besoin d'un document officiel qui atteste ou certifie la torture qu'il a subie. Lorsque cette attestation est délivrée par des médecins légistes, le document est beaucoup plus solide devant la commission territoriale"*. Le traitement à la clinique dure en moyenne entre quatre et cinq mois. A la sortie, la clinique assure un suivi des patients et les aide à suivre des cours d'italien, à trouver un logement et une formation. *"Il est impossible qu'une personne raye complètement son histoire comme si rien ne s'était passé. Mais il est possible qu'une personne se relance pour profiter d'une vie décente, sans agonie, sans peurs, sans traumatismes physiques."*

ITALIE - LAMPEDUSA

Les corps brûlés de deux jeunes enfants ont été retrouvés à bord d'une embarcation en Méditerranée qui tentait de rejoindre l'Europe, ont annoncé vendredi 21 octobre 2022 les garde-côtes

et les agences italiennes. Âgés d'un et deux ans, ils ont été tués dans un incendie qui s'est déclaré à bord du bateau. Au moins cinq femmes ont par ailleurs été blessées dans l'accident. Une femme enceinte de 25 ans, qui serait la mère de l'un des enfants décédés, a été évacuée vers l'hôpital de Palerme. Une sixième femme restait portée disparue vendredi. *"En accord avec les autorités maltaises, un patrouilleur des garde-côtes de Lampedusa a été dépêché sur les lieux et a récupéré 38 migrants, dont les corps de deux mineurs"*. Ni le lieu de provenance, ni les nationalités des victimes n'ont été communiqués. Un bateau de pêche tunisien, arrivé le premier sur place, avait signalé une explosion à bord de l'embarcation, ont précisé les garde-côtes. Cette tragédie aurait été provoquée par l'explosion d'une bonbonne de gaz ou l'inflammation de carburant. Le parquet d'Agrigente, en Sicile, a ouvert une enquête. Les migrants secourus ont été pris en charge à Lampedusa. Le maire de Lampedusa, a évoqué un "enfer" et appelé la présidente de la Commission européenne à se rendre sur place. *"Je suis maire depuis à peine 100 jours et j'ai déjà recensé cinq morts" parmi les nombreux migrants quittant chaque jour les côtes nord-africaines en embarquant sur des canots pneumatiques ou des chalutiers en mauvais état. L'Europe doit agir sans attendre, il n'est plus possible de laisser mourir les gens."*

Une enfant âgée de seulement deux semaines est portée disparue à la suite du naufrage d'un bateau de migrants, survenu samedi 22 octobre 2022, au large de l'île inhabitée de Lampedusa, dans le sud de l'Italie. Les autres passagers de l'embarcation ont été secourus, a confirmé le ministre italien de l'Intérieur. Le bateau de migrants s'était retourné en pleine mer, la veille du sauvetage. 39 personnes, originaires d'Afrique subsaharienne, dont huit enfants et les parents du bébé disparu, se trouvaient à bord de l'embarcation. La nouvelle Première ministre italienne, leader d'extrême droite, a fait campagne en promettant de réprimer la route migratoire. Elle préconise **un blocus naval** du pourtour sud de la Méditerranée. *"Nous devons continuer à réaffirmer la nécessité que les flux migratoires soient gérés par les États"*, a, de son côté, déclaré le ministre de l'intérieur.

Les opérations de sauvetage (voir Ocean viking ci-dessus) interviennent dans un contexte **d'hostilité croissante** affichée par le nouveau gouvernement italien vis-à-vis des ONG intervenant en mer. Le ministre de l'Intérieur a fait valoir qu'il pourrait empêcher les navires des ONG avec des migrants secourus à leur bord, de se rendre en Italie. Une manière de relancer la politique controversée amorcée en 2019 par Matteo Salvini, le chef de la Ligue, parti anti-migrants, et vice-Premier ministre dans le gouvernement Meloni. Selon le ministre de l'Intérieur, les activités de ces bateaux ne sont "pas conformes à l'esprit des règles européennes et italiennes" en matière de sécurité des frontières. La **Première ministre italienne**, issue du parti post-fasciste Fratelli d'Italia, a pour sa part affirmé dans son premier discours de politique générale prononcé mardi vouloir "*arrêter les départs illégaux (d'Afrique) et mettre un terme à la traite d'êtres humains*".

ITALIE

Le combat de l'accueil des migrants en Italie. L'ancien maire du village de Riace de Calabre, est connu pour son accueil des migrants qui permis un renouveau des activités, est de nouveau devant la justice. Il avait été condamné en 2021 à 13 ans de prison pour association de malfaiteurs aux fins d'immigration irrégulière, et de détournements de biens publics. Actuellement, 100 migrants vivent avec les 300 habitants du village. Ils se sentent chez eux. Cela a fait renaitre la communauté qui s'étiolait. Le maire, arrêté en 2018, est en résidence surveillée. Il est suspecté d'avoir organisé des mariages blancs en italiens migrants et d'avoir établi des carte d'identité trop facilement. L'objectif du procès est, selon lui, d'annuler le message qu'il y a une alternative qui s'appelle l'humanité. « Je referais tout ce que j'ai fait » dit-il.

MALTE

Malte est une nouvelle fois soupçonné de refoulement de migrants en mer Méditerranée. Quatre ONG ont accusé, mercredi 19 octobre, le gouvernement de La Valette de violation du droit international. Selon elles, le Centre de coordination des secours en mer de Malte (RCC) a ordonné à un navire marchand d'amener en Égypte des migrants secourus, fin septembre, à moins de 300 kilomètres des côtes maltaises. Malte a violé une partie de la Convention de Genève de 1951 qui

stipule que les États ne doivent pas expulser ou renvoyer une personne "aux frontières de territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée", ont ainsi alerté les ONG Alarm Phone, Mediterranean Saving Humans, Médecins Sans Frontières (MSF) et Sea-Watch. L'incident s'est produit le 26 septembre 2022, lorsque 23 migrants qui étaient en mer, à bord d'une petite embarcation, depuis quatre jours, ont été sauvés par un navire marchand. *"Le Centre de coordination des secours en mer de Malte (RCC) a donné des instructions aux navires marchands se trouvant à proximité immédiate du bateau en détresse de poursuivre leur voyage ou de rester en attente, ce qui a considérablement retardé le sauvetage, mettant ainsi des vies en danger"*. Après le sauvetage, le RCC de Malte a demandé au navire marchand d'emmener les personnes secourues en Égypte, à 760 miles nautiques (1 200 kilomètres) de là. Et ce, alors que Malte et l'Italie étaient plus proches, respectivement situées à 159 et 146 miles nautiques (235 et 255 kilomètres) du lieu du sauvetage. *"En tant qu'organisations engagées dans des activités de SAR (recherche et sauvetage) en mer, nous dénonçons le transfert forcé de ces 23 personnes vers l'Égypte et demandons des poursuites à la suite des violations flagrantes du droit maritime et international par Malte"*, ont demandé les ONG. Dans un rapport publié en mai, le Conseil européen sur les réfugiés et exilés (ECRE) avait, une nouvelle fois, fustigé Malte pour sa politique migratoire.

EUROPE

ROYAUME-UNI

Des jeunes hommes, âgés d'une vingtaine d'années, travaillant dans des fermes de cannabis en Angleterre pour rembourser le prix de leur traversée de la Manche.

Dans un reportage diffusé par la chaîne de télévision albanaise, et commenté par le média britannique The Telegraph, dimanche 16 octobre 2022, des migrants albanais lèvent le voile sur leurs conditions de vie au Royaume-Uni, parfois dans le cœur même de Londres, quelques jours seulement après être arrivés dans le pays. Ils ont été recrutés par des membres de gangs albanais, sitôt sortis des centres de détention par lesquels transitent les nouveaux arrivants venus par la Manche. Plusieurs d'entre eux racontent que des "proches" seraient venus les chercher dans les hôtels où ils étaient logés par le gouvernement, parfois trois jours après leur arrivée au Royaume-Uni. Peu de temps après, **ils ont commencé à travailler dans des "fermes"**, des installations improvisées dans des maisons vides ou des bâtiments industriels, en Angleterre et au Pays de Galles, **où des trafiquants cultivent des plants de cannabis** *"On reste enfermés dans cette maison pendant 24 heures. On arrose les plantes. Quand la température est élevée, on éteint les lumières. Quand il fait froid, on augmente la température. Ces plants mettent entre 55 et 60 jours à pousser"*. Les jeunes hommes, âgés d'une vingtaine d'années, risquent, d'une part, d'être arrêtés par la police et, d'autre part, d'être attaqués par des membres d'autres organisations criminelles, dans le but de subtiliser la drogue. *"Ils entrent par effraction pour te voler et prendre tout le travail que tu as fait pendant des semaines"*, a détaillé l'un de ces jeunes en parlant des membres d'organisations rivales. *"Ils te frappent. Ils te laissent paralysé. Les voleurs jettent de l'acide dans tes yeux. Tu peux mourir."* Ce travail illégal représente pour beaucoup l'une des seules manières de gagner de l'argent afin de rembourser les sommes empruntées pour financer la traversée de la Manche.

Selon des données collectées par l'ONG ECPAT UK, 60 % des enfants comptabilisés en 2020-2021 par le National Referral Mechanism, le mécanisme de référencement national des victimes d'esclavage moderne ou de traite, sont britanniques. Les autres pays d'origine de ces enfants sont, par ordre de fréquence, le Vietnam, le Soudan, l'Albanie, la Roumanie, l'Érythrée, l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak et le Nigeria. *"Les enfants qui arrivent seuls au Royaume-Uni sont particulièrement vulnérables et nous savons que beaucoup de gangs prennent les enfants migrants pour cibles"*, réagit de son côté l'association Refugee Council. Les agissements de ces réseaux d'exploitation d'êtres humains sont mis en lumière alors que l'Angleterre est justement secouée par la disparition de plus de 100 migrants mineurs.

Quelque 502 personnes ont été interceptées dans **les eaux britanniques** et **ramenées à quai**, sur la seule journée de mardi 18 octobre 2022, selon les autorités. Les migrants étaient répartis sur 12 embarcations. Des bateaux des garde-côtes britanniques de la Border Force, chacun d'une capacité de cent personnes environ, ont récupéré les migrants au fil des arrivées dans les eaux britanniques, avant de les amener au port de Douvres. La semaine dernière, pas moins de **2 374 exilés étaient déjà parvenus à traverser la Manche pour rejoindre les côtes britanniques**. Journée particulièrement intensive, le 12 octobre 2022 a vu l'arrivée de 856 personnes. Le plus souvent, chaque canot pneumatique transporte entre 40 et 45 exilés. Sur tout le mois d'octobre, d'après le recensement du ministère, 4 569 migrants ont réussi à traverser la Manche. La journée la plus chargée a été celle du **9 octobre 2022, lors de laquelle pas moins de 1065 personnes ont atteint le sol britannique**. Au total, depuis le début de l'année, près de 36 463 personnes sont parvenues à rejoindre le sol britannique, selon les autorités. C'est bien au-delà des 28 000 de l'année dernière. Au total, depuis le début de l'année, près de 36 463 personnes sont parvenues à rejoindre le sol britannique, selon les autorités. C'est bien au-delà des 28 000 de l'année dernière. Face à ces projections, le gouvernement n'a de cesse de brandir de nouvelles mesures dissuasives, dont l'effet reste pour l'heure nul.

Mercredi 19 octobre 2022, une Albanaise de 31 ans, soupçonnée **d'avoir facilité l'arrivée illégale de migrants** à bord de canots sur le sol britannique, a **été arrêtée au Royaume-Uni**. Son arrestation s'inscrit dans le cadre d'une enquête sur des organisations criminelles albanaises agissant en tant qu'intermédiaires pour faciliter l'arrivée illégale de ressortissants albanais au Royaume-Uni. Un important réseau de passeurs albanais a été démantelé, le 8 octobre 2022. Sept personnes ont été arrêtées lors de ce coup de filet. Le réseau, dont les activités remonteraient à 2014, demandait aux migrants de **3 000 à 15 000 euros pour les faire passer** à bord de ferries ou de cargos naviguant entre le nord de l'Espagne et la Grande-Bretagne. *"Ces organisations criminelles sont transnationales, rendant la collaboration internationale essentielle". "Les passeurs ne s'intéressent qu'à l'argent, ils se fichent de la sécurité des migrants". L'opération de ce mercredi "envoie un message clair" sur l'engagement du gouvernement à "traduire devant la justice les bandes criminelles qui sont à l'origine de ces traversées meurtrières de la Manche"*. Fin août par les autorités britanniques indiquent que 2 165 ressortissants albanais ont traversé illégalement la Manche, contre 815 pour la totalité de l'année 2021. Ils représentaient alors la première nationalité parmi les migrants tentant cette traversée. En réaction, le gouvernement britannique a passé un accord avec Tirana afin de faciliter les expulsions de ressortissants albanais déboutés de leur demande d'asile. Ils représentaient alors la première nationalité parmi les migrants tentant cette traversée. En réaction, le gouvernement britannique a passé un accord avec Tirana afin de faciliter les expulsions de ressortissants albanais déboutés de leur demande d'asile. *"Nous n'avons pas de chiffres exhaustifs, mais nous savons que beaucoup de personnes accusées d'être des passeurs agissent, en fait, pour sauver leur vie ou celles de leurs proches"*, selon la personne chargée de plaider au sein du réseau PICUM (plateforme de coordination internationale pour les migrants sans-papiers). Elle plaide pour un changement de la définition légale au niveau européen du terme "**passeur**", afin de viser **"uniquement celui qui touche un "profit financier abusif"**.

SERBIE

Située en plein cœur de la Serbie, Belgrade sert de halte aux exilés sur la **route des Balkans**. Mais dans la capitale, rien, ou presque, n'a été prévu pour accueillir les centaines de migrants syriens, afghans ou marocains qui y transitent chaque jour. Pour ces personnes en quête d'une vie meilleure, deux solutions : un camp surpeuplé, ou les rues et parcs de la ville.

D'après les estimations de l'ONG Klikaktive basée à Belgrade et le HCR, près de 90 000 personnes sont entrées en Serbie depuis le début de l'année 2022, contre 60 338 pour toute l'année 2021. Les exilés qui ont choisi de traverser la Serbie plutôt que la Bosnie sur cette la route des Balkans, Belgrade, en plein centre du pays, est un passage obligé. C'est là que s'arrêtent les taxis ou les bus en provenance du sud, et que d'autres partent pour le nord, aux frontières hongroises et

roumaines. Cette halte permet aux migrants d'organiser la suite de leur exil, et de suspendre, le temps de quelques jours, leur périple. Le seul centre de réception de la région, situé à 30 km de là, est saturé. Le 13 octobre 2022, plus de 300 personnes campaient devant la structure d'accueil, dont seize mineurs non accompagnés. Alors, beaucoup lui préfèrent les rares espaces verts de Belgrade, comme ce petit parc qui jouxte l'ancienne gare et la station de bus. Le soir, de petits groupes de personnes s'installent avec leurs sacs à dos, pour y passer la nuit. Un petit kiosque à propose aux exilés, contre quelques dinars serbes, de recharger leur téléphone. Pour manger et boire ils comptent sur les habitants qui, la veille, leur ont distribué quelques vivres. *"Mais la police nous chasse la nuit, alors on revient ici. À la gare, ils nous laissent tranquille."* Impossible en revanche de trouver refuge à l'intérieur. Le **Wash Centre**, ouvert en 2020 par l'association Collective Aid, **permet aux migrants de prendre une douche, de laver leurs affaires**, et de boire une tasse de thé ou de café. *"En ce moment, il y a du monde toute la journée ici"*, indique celle qui gère le Wash Centre avec trois autres bénévoles. *"Depuis le mois de juin, chaque jour, entre 70 et 80 personnes viennent prendre une douche, et nous faisons tourner 30 machines."* Le centre met également à disposition des visiteurs un endroit pour se raser, du savon, et des protections périodiques pour les femmes. Un créneau pour les douches leur est réservé, tous les jours de 13h à 14h.

De nombreux pushbacks ont lieu, à la frontière qui sépare la Serbie de la Macédoine du Nord, où une clôture de barbelés a été construite en 2020. D'après les dernières données publiées par les autorités sur le sujet, cette année-là, la Serbie a empêché plus de 38 000 tentatives de passage à sa frontière sud. Des expulsions *"souvent très violentes"*, qui incluent *"giffes, coups de pied, coups de matraque en caoutchouc, insultes et menaces"*.

La Serbie *"change sa politique"* d'entrée dans le pays. À partir du 20 novembre, **des visas seront exigés pour les citoyens tunisiens, et, dès à présent, pour les Burundais**, s'est félicité, samedi 22 octobre 2022, le Département fédéral de justice et police (DFJP) de Suisse : cette décision constitue un *"succès pour la Suisse et d'autres pays (de l'espace) Schengen dans la lutte contre la migration irrégulière par la route des Balkans"*. Le commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne a salué, lui, *"un pas important"*. *"J'espère que d'autres améliorations suivront bientôt"*. Cela fait plusieurs semaines que l'Union européenne (UE) et la Suisse font pression sur la Serbie, dont la politique des visas serait responsable de l'augmentation du nombre de migrants dans la zone. *"J'espère que la Serbie et les autres pays partenaires des Balkans occidentaux vont coopérer avec nous et aligner leur politique de visas avec l'UE"*, avait déclaré la commissaire européenne aux Affaires intérieures, lors d'une réunion des ministres européens de l'Intérieur à Luxembourg, le 14 octobre 2022. *"La Serbie doit adapter sa pratique en matière de visas à celle de l'UE si elle veut progresser dans la procédure d'adhésion."* plus de 50 Burundais qui se rendaient en Serbie ont été refoulés lors de leur transit au Qatar et en Turquie, trois jours après la volte-face du gouvernement. Les compagnies aériennes opérant au Burundi ont été avisées et *"avertissent désormais les voyageurs que les règles ont changé pour les vols à destination de la Serbie"*, indique encore VOA Afrique. Depuis le 1er janvier 2022, plus de 20 000 ressortissants burundais ont pu entrer en Serbie sans visa pour ensuite se diriger vers d'autres États européens tels que la Belgique, la Suisse, ou l'Italie et y demander l'asile. Selon le journal belge. L'entrée par la Serbie désormais restreint, les candidats tunisiens à l'exil pourraient se tourner encore d'avantage vers la mer. La route de la Méditerranée centrale est déjà très empruntée par les Tunisiens : sur les 78 440 migrants débarqués en Italie cette année, 16 130 étaient originaires de ce pays. Les ressortissants tunisiens forment la seconde nationalité représentée chez les primo-arrivants, derrière les Égyptiens.

Les conditions de vie sont de plus en plus difficiles en Serbie. Alors que, faute de places, plus de 300 personnes dorment dehors aux abords du Centre d'accueil d'Obrenovac, près de Belgrade, les ONG notent que beaucoup de familles avec des enfants sont exclues des dispositif d'hébergement, notamment les Kurdes en Voïvodine.

SUISSE

Une course un peu particulière s'est déroulée en Suisse, à Aigle, au siège de l'Union

cycliste internationale, dimanche 23 octobre 2022. Cinquante participantes venues du monde entier ont pris part au championnat féminin d'Afghanistan de cyclisme. Cet événement était une première depuis que les Talibans ont repris Kaboul en août 2021. Certaines ont quitté Kaboul en septembre 2021 via un avion affrété par l'Union cycliste internationale, qui a évacué 125 citoyens afghans lors de cette opération. Deux sœurs afghanes sont arrivées les premières. Les deux jeunes femmes ont signé un contrat à l'issue de la course avec le directeur de l'équipe professionnelle Israël Premier Tech. "Nous avons offert un contrat à la championne et un autre à sa sœur, détaille l'homme d'affaires canadien. Cela veut dire que Fariba va participer au Tour de France 2023. On crée l'histoire, car ça sera la première fois qu'un Afghane ou une Afghane participe à la plus grande course cycliste au monde. Leurs vies vont changer, parce qu'elles deviennent de vraies cyclistes professionnelles. Elles ont toutes une carrière devant elles. Suivez-nous, on démarre !"

"C'est aussi un sacré message d'espérance délivré à toutes les femmes afghanes restées là-bas. On veut leur dire : on est toujours avec vous. Car ici, on retrouve une petite partie de femmes qu'on a pu aider. Beaucoup sont encore en Afghanistan. On espère qu'un jour ce championnat pourra à nouveau se tenir dans leur pays, car c'est sa place normale. Ici, on a pu le faire cette année, c'est bien. Mais la logique est qu'il retourne un jour en Afghanistan." "Je n'aurais jamais cru qu'un jour l'Afghanistan retomberait aux mains des Talibans, et que je sois obligée de quitter le pays", "Mais nous les filles afghanes, on n'accepte jamais l'échec et je suis très heureuse d'avoir gagné ici, dans le temple du cyclisme mondial. Malheureusement, chez moi, les filles ne peuvent pas aller à l'école ni faire de sport et cela me rend vraiment très triste. Les talibans veulent un pays fait uniquement pour les hommes. J'espère à l'avenir voir mon pays en paix. Je pédale pour que l'Afghanistan puisse un jour connaître la paix et la sérénité. Je ne poursuis pas d'autre but".

UKRAINE

L'une des nombreuses conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine a été l'exode de milliers d'étudiants étrangers, contraints de fuir le pays. Parmi eux, se trouvaient plus de **18 000 Indiens**, en grande majorité des étudiants en médecine. Du jour au lendemain, ils se sont retrouvés bloqués sur place et ont dû fuir par leurs propres moyens vers un pays européen voisin afin d'être rapatriés en Inde. Arrivés en Inde c'est la douche froide : **les autorités refusent** qu'ils poursuivent **leurs études au sein des écoles de médecine indienne**. Aujourd'hui, certains de ces étudiants retournent en Ukraine, malgré le conflit en cours et les risques pour leur sécurité.

ASIE

TURQUIE

Dans l'enquête, publiée lundi 24 octobre 2022, l'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW) accuse la Turquie d'expulser **des Syriens réfugiés en Turquie** vers la Syrie.

HRW a interrogé, entre février et août 2022, 37 hommes et garçons bénéficiant de la protection temporaire en Turquie, ainsi que des membres des familles de Syriens ayant été expulsés durant cette période. Ils ont affirmé avoir été forcés de quitter la Turquie après avoir été arrêtés, certains à leur domicile, d'autres à leur travail ou même dans la rue. Tous indiquent avoir été détenus dans des centres d'expulsions dans des conditions indignes, où les coups et mauvais traitements étaient courants. Les Syriens interrogés assurent également avoir été contraints de signer des documents qu'on leur interdisait de lire, mais qui étaient censés prouver qu'ils étaient "volontaires" à un retour dans leur pays. *"En violation du droit international, les autorités turques ont rassemblé des centaines de réfugiés syriens, même des enfants non accompagnés, et les ont renvoyés de force dans le nord de la Syrie"*. Le principe juridique du non-refoulement, qu'Ankara est tenu de respecter en vertu d'un traité international, interdit le retour de toute personne vers un lieu où elle court un risque réel de persécution, de torture ou de menace pour sa vie. Or le mois dernier, la Commission d'enquête des

Nations unies sur la Syrie a réaffirmé que la Syrie n'était pas sûre pour les rapatriés. Avec 3,6 millions de réfugiés syriens, la Turquie est le pays accueillant le plus de réfugiés au monde. *"Recep Tayyip Erdogan a joué [dès le début de la guerre en Syrie] la carte de la solidarité sunnite et de la bienveillance humanitaire avec les réfugiés syriens en les qualifiant d'invités' et leur assurant un accueil qu'il voulait – en se présentant comme un modèle en la matière – meilleur que celui proposé par les autres pays de la région".* Mais au fil des années de guerre, il s'est retrouvé à devoir gérer un afflux massif de réfugiés sur son territoire, rappelle le spécialiste. *"Un afflux et une présence qui ont fini par irriter l'opinion publique turque qui les perçoit de plus en plus comme un fardeau, d'un point de vue démographique mais aussi économique."* À l'approche des élections, le gouvernement cherche maintenant à renvoyer un nombre croissant de personnes dans les zones du nord de la Syrie sous le contrôle de l'armée turque. HRW rappelle qu'en mai 2022, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a annoncé son intention de réinstaller un million de réfugiés dans le nord de la Syrie, dans des zones non contrôlées par le gouvernement, même si le pays reste peu sûr pour les réfugiés qui y retournent. Au début du mois, un responsable turc a déclaré que près de 527 000 Syriens étaient rentrés volontairement. En annonçant en mai un projet de construction de logements dans la région d'Idlib, au nord-ouest de la Syrie, le président Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu'il faciliterait le retour d'un million de réfugiés de Turquie. Le dirigeant turc a récemment amorcé un changement de politique à l'égard de son voisin, suggérant la possibilité de pourparlers avec le président syrien. Ankara exigeait auparavant la destitution du chef d'État alors qu'elle soutenait les groupes d'opposition. De nombreux Syriens vivant en Turquie craignent que le réchauffement des relations n'entraîne une pression accrue sur eux pour qu'ils rentrent chez eux. Cette crainte est renforcée par le fait que certains pays comme la Grèce considèrent la Turquie comme un pays sûr. En juin 2021, Athènes a décidé que la Turquie serait considérée comme tel pour les demandeurs d'asile originaires de Syrie, d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et de Somalie. Cette décision a pour conséquence que leurs demandes d'asile ne sont plus examinées par les autorités grecques, celles-ci estimant que ces personnes pouvaient rester en Turquie et y demander une protection.

AFRIQUE

TUNISIE

Il y aurait en Tunisie plusieurs dizaines de milliers de ressortissants de pays subsahariens : étudiants, travailleurs journaliers ou encore à la recherche d'emploi. Parmi eux, les membres d'un incubateur (Kufanya) **pour migrants subsahariens** viennent d'organiser la toute première journée de l'entrepreneur migrant. Le camerounais de 29 ans à l'initiative de cet événement dit avoir accompagné 90 entrepreneurs. *"Lorsqu'on a dit qu'on voulait créer un incubateur dédié aux migrants, on nous a pris pour des fous". "D'ici à 2050, le continent africain aura deux à trois milliards de populations. La migration en Afrique est plus interne qu'externe, donc les États africains ne se construiront pas sans créer des ponts entre les pays."* Parmi les entrepreneurs une jeune Camerounaise de 21 ans lance sa ligne de cosmétiques dédiée aux peaux noires. Cet incubateur a joué le rôle d'accélérateur dans son cas. *"À travers leur formation, ils m'ont aidé à me fixer de véritables objectifs, à réellement planifier mon business plan, mon canevas de travail".* Une autre, Camerounaise, a créé une société qui favorise le tourisme médical des Camerounais en Tunisie ; elle souhaiterait que son pays d'accueil change de regard sur sa communauté. *"Le peuple tunisien est quelquefois réfractaire à l'implantation des migrants subsahariens parce qu'ils considèrent que nous leur menons une guerre déloyale, que nous prenons la place qu'ils méritent".*

Près de 4 000 personnes ont manifesté dans les rues de Zarzis, mardi 18 octobre 2022, pour demander la vérité sur la disparition des 18 migrants à bord de l'embarcation qui a fait naufrage il y a désormais près d'un mois. Certains manifestants brandissaient des photos des disparus. D'autres, des banderoles accusant l'État tunisien. *"La particularité de cette embarcation partie de Zarzis il y a un mois, c'est que tous les migrants qui s'y trouvaient sont originaires de la même ville. Donc, toutes*

leurs familles se connaissent. Cela explique l'ampleur de ce mouvement social". En solidarité avec les proches des disparus, des commerçants et d'autres travailleurs se sont mis en grève générale dans la ville. Ce mouvement de grève était à l'initiative d'un syndicat assez puissant localement, l'UGTT (Union générale tunisienne du travail), qui exige des réponses des autorités sur le naufrage. Depuis le début de la semaine, les plus hauts responsables politiques tunisiens se saisissent de la situation. Mardi 18 octobre 2022, un député du Parti démocrate, a publié une photo de la marche sur ses réseaux sociaux en pointant *"le silence de tombe des autorités après le drame en mer". "Aujourd'hui ils sont des milliers à être dans la rue contre la politique migratoire de la Tunisie, complice de celle de l'Union européenne, qui ont fait de la Méditerranée un cimetière géant"*. Lundi 17 octobre 2022, le président de la République a ordonné au ministère de la Justice d'ouvrir une enquête afin de déterminer les responsabilités dans ce naufrage.

Au-delà du drame de Zarzis, *"il y a des embarcations qui partent toutes les nuits, des milliers de naufragés... Certains sont sauvés par les pêcheurs mais on n'a pas les chiffres des disparus"*. Jusqu'ici, les Tunisiens prenant la mer étaient essentiellement des jeunes hommes, subissant le chômage de plein fouet. Aujourd'hui, *"ce qui est nouveau, c'est que des familles entières, avec des enfants, partent aussi, pour tenter d'atteindre l'Italie, la France... Il y a un changement socio-démographique des personnes qui prennent les embarcations"*. Le président de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme appelle à agir sur les causes socio-économiques de ces départs. *"L'Union européenne doit changer sa politique migratoire et stabiliser la situation avec le gouvernement tunisien, en injectant notamment des capitaux afin de créer des emplois, et donc diminuer ce flux migratoire."* Parmi les raisons qui poussent les Tunisiens à prendre tous les risques pour rejoindre l'Europe : une crise économique aigüe, qui empêche nombre d'entre eux d'y envisager un quelconque avenir. La Tunisie compte quatre millions de pauvres, sur une population de près de 12 millions d'habitants. Aux difficultés économiques s'ajoutent l'autoritarisme orchestré par le président qui, en juillet 2021, s'est arrogé les pleins pouvoirs en gelant ceux du Parlement.

Jeudi 20 octobre 2022, une fillette de 3 ans, de nationalité tunisienne, non accompagnée, est arrivée en Italie à bord d'une embarcation de fortune transportant d'autres migrants depuis la Tunisie. L'ensemble de la famille - le père, la mère, la fillette et son frère de 7 ans - avait prévu d'embarquer depuis la ville côtière de Sayada, dans l'est de la Tunisie, pour rejoindre illégalement l'Europe. Mais au cours de l'opération, les choses se sont déroulées différemment. *"Le père a remis sa fille au passeur sur l'embarcation pour aider son épouse et son fils restés loin derrière. Entre temps, le bateau avait pris le départ pour Lampedusa",* en Sicile, a indiqué à l'AFP un responsable du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), organisation qui suit les questions migratoires. Les parents de la fillette, des vendeurs ambulants, ont déboursé près de 24 000 dinars (environ 7 500 d'euros) pour tenter la traversée. *"Le parquet a ouvert une enquête et les parents de l'enfant ont été placés en garde à vue pour des soupçons d'affiliation à une bande organisée en vue de franchir illégalement les frontières maritimes"*.

"Un total de 813 migrants, dont 473 originaires d'Afrique subsaharienne" dont des dizaines de Tunisiens, ont été interceptés, *"au cours de 37 opérations différentes"* dans la nuit de mercredi à jeudi 20 octobre 2022, alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Europe, via le littoral italien, à partir des côtes de la Tunisie. Les départs massifs cette semaine grâce à la bonne météo ont été aussi ponctués d'arrestations. Quelque 1 300 passeurs ont été arrêtés ces derniers jours selon les autorités ainsi que 48 personnes liées à ces opérations de franchissement illégal des frontières. Parmi les Tunisiens, de nombreux cas de familles qui partent même avec leurs enfants.

AMERIQUE

MEXIQUE

Ils sont environ un millier à avoir quitté la ville de Tapachula dans l'État de Chiapas au sud du Mexique. Vénézuéliens pour la plupart, ces migrants sont partis à pied sous les pluies et des

PRIERE POUR LES TEMPS PRESENTES



Mgr Olivier Leborgne, évêque d'Arras publie un livre : « prière pour les temps présents » (SEUIL, 128 pages

Sortie : 21 octobre 2022). Celui qui se présente comme : « Je suis assez cash, direct, c'est mon tempérament », lance un coup de gueule mûrement réfléchi, né de sa rencontre avec les migrants à Calais, ville de son diocèse. Des hommes et des femmes dont les campements de fortune sont démantelés toutes les 48 heures par les forces de l'ordre. Tandis que les associations qui les aident à survivre voient leur action entravée. Malgré ce quotidien éreintant, les exilés restent déterminés. Face à cette réalité, Olivier Leborgne ose une parole. Que l'on partage ou non son regard, ce texte nous questionne, nous bouscule. Et ouvre une réflexion.

Parole d'évêque : « Je ne peux pas me résigner à l'ensommeillement des catholiques devant l'inhumanité de notre temps. » « Je sais bien que nos célébrations sont parfois le lieu de bons sentiments dégoûnants sans prise sur le réel ou de leçons de morale insupportables. » « Je ne suis pas toujours à l'aise avec les

personnes en très grande précarité, avec les personnes handicapées ou gravement malades. Je dois reconnaître qu'elles dérangent parfois non seulement mon confort, mais qu'elles me déstabilisent » « La fragilité de l'autre me renvoie à mes propres fragilités. » « Nul ne gagnera en humanité à traiter les personnes exilées comme elles sont traitées... Il faut affirmer à temps et à contretemps que partager n'est pas perdre. C'est gagner. » « Il me semble que le monde a besoin de prophètes qui n'ont pas peur d'oser une parole qui, si elle dénonce et accuse, vise à bâtir et à reconstruire un avenir pour tous. »

<https://www.lepelerin.com/dans-l-hebdo/vie-d-eglise/exclusivite-migrants-le-cri-du-coeur-d-un-veveque-6830>

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20221020-la-croix-mgr-olivier-leborgne-face-a-la-crise-des-migrants-partager-n-est-pas-perdre-c-est-gagner-copie.pdf>

<https://www.lepelerin.com/dans-l-hebdo/vie-d-eglise/interview-exclusive-monseigneur-leborgne-je-ne-peux-me-resigner-6829>

TORI ET LOKITA

Ce film de Jean-Pierre et Luc Dardenne, avec Pablo Schils et Joely Mbundu montre des mineurs réfugiés béninois, le jeune Tori, et l'adolescente Lokita qui, se retrouvent, par leur entrée illégale sur le territoire belge, en bas de l'échelle sociale. Ils doivent faire face aux conditions difficiles de leur exil. Ils s'accrochent grâce aux restes de leur enfance ou à des personnes croisées et aimées, mais ne parviennent pas à se libérer du joug du réseau à l'origine de leur venue. Mais leur amitié grandit, devient fraternelle et se fortifie en ripostant à cette situation. Cette œuvre de fiction est bien interprétée, bourrée d'empathie, efficace dans le message, vaut tous les documentaires expliquant les circuits de l'exploitation humaine. Les frères Dardenne arrivent avec énormément de subtilité et de pédagogie à expliciter la condition des migrants. Le film a obtenu le Prix du 75e anniversaire du festival de Cannes.

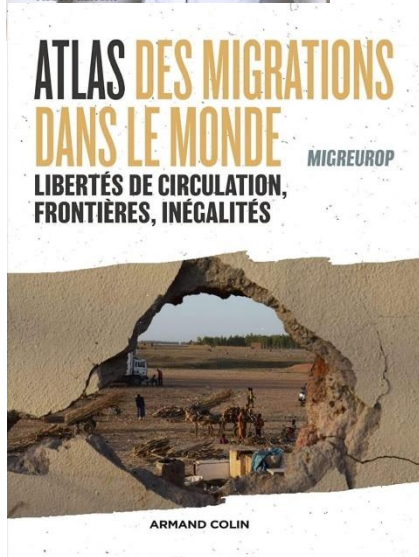




LA MACHINE A COUDRE

de Sami Nouri. 311pages – Robert Laffont – septembre 2022.

En quittant l'Afghanistan, il laisse la machine à coudre, cet objet de fascination qui a assuré leur survie à tous et sur laquelle son père lui a appris le métier. Arrivé en France, il se raccroche au souvenir de sa machine. Sans elle, il ne sait rien faire. Jusqu'au jour où l'on découvre son talent de couturier. Commence alors l'aventure qui le mènera dans les maisons de haute couture les plus prestigieuses.



ATLAS DES MIGRATIONS DANS LE MONDE : LIBERTÉ DES CIRCULATIONS, FRONTIÈRES, INÉGALITÉS

Armand-colin - 160 pages - Septembre 2022

Ce 4ème Atlas propose une analyse critique des politiques qui ont été mises en œuvre par les États pour faciliter les mobilités de manière générale. Il donne également à voir la manière dont les migrants affrontent et détournent quotidiennement les politiques d'immigration restrictives pour mettre en œuvre leur propre liberté de circulation. À partir de l'étude de ses formes historiques, de l'analyse critique des espaces régionaux actuels mais également des courants théoriques qui l'ont pensé, cet Atlas a pour ambition de renouveler les imaginaires autour de la notion de liberté de circulation et d'installation. Chaque partie fait dialoguer des textes d'experts avec une iconographie riche et créative et alterne des

thématiques "classiques" et des sujets actuels (pandémie, circulation des données, migrations des femmes, écologie, ...).

<https://migreurop.org/article3119> http://migreurop.org/article3128.html?lang_article=fr

https://migreurop.org/IMG/pdf/atlas_lc_dp_new.pdf